

3^e ANNÉE

N^o 27

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

PRIX DE CE
NUMÉRO

3 FRANCS

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

JANVIER 1931

SOMMAIRE

- EDITORIAL Laval
- LÉNINE Discours au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste sur la crise mondiale (1920)
- FEROCI Dix ans après Livourne — Bordiga
- P. NAVILLE Le « fascisme » en France et la crise de la bourgeoisie
- JEAN-JACQUES Quelle politique l'I. C. poursuit-elle aux Indes ?
- LETTRES D'URSS.. De Moscou. — Sur quelques grands problèmes et perspectives
- LES LIVRES *Perspectives socialistes*, par M. Déat (P. S.)

Rédaction et administration
45, Boulevard de la Villette
PARIS X^e.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

a publie dans ses numéros 17 à 23 (Janvier - Juillet 1930)

LENINE, Discours au 4^e Congrès de l'Internationale Communiste. — L. TROTSKY, Les fautes fondamentales du syndicalisme. — P. SIZOFF, Avant la conférence navale de Londres. — A. ROSMER, Sept mois de gouvernement travailliste. — F. GERARD, Le problème de la Sarre. — A. ARIAT, Delaisi, ou les harmonies économiques. — L. SOSNOVSKY, Lettres d'exil. — L. TROTSKY, Qu'est-ce que la révolution permanente ? — A. NIN, La crise de la dictature militaire en Espagne. — K. LANDAU, La situation politique en Allemagne et la crise du P.C. Allemand. — P. SIZOFF, Grandeur et décadence du trade-unionisme. — H. LACROIX, La crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol. — M. SHACHTMAN, La lutte des classes dans la révolution hindoue. — PROMETEO, Faenza - Milan. — L. TROTSKY, Du 3^e au 5^e Congrès de l'I.C. — J. GRAEF, La position de Marx dans la question syndicale et la Révolution Proletarienne. — L. TROTSKY, Lettre ouverte aux membres du P.C. Russe (bolchevik). — MINH-KIM, La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite. — H. LACROIX, La nouvelle orientation de la C.N.T. d'Espagne. — A. ARIAT, Le rôle et les tendances actuelles de la social-démocratie en France. — L. TROTSKY, Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? — L. TROTSKY, Le suicide de Maïakowsky. — E. LAURENT, L'opposition unitaire dans la C.G.T.U. — MILITANT, Pour une juste politique syndicale aux Etats-Unis. — KOMMUNIST, La question syndicale et l'opposition de gauche. — A. ARIAT, La querelle de la participation dans le parti socialiste français. — K. LANDAU, Notes sur la situation en Autriche. — P. SIZOFF, Le militarisme et l'accumulation capitaliste. — NEL-SIH, Le déclin du P.C. Chinois. — L. TROTSKY, Craquements dans l'appareil. — BLASCO, Les problèmes de la révolution en Italie et nos divergences etc..., ainsi que de nombreuses notes, comptes-rendus de livres.

ABONNEMENTS : France et col. : 1 an 30 fr. ; 6 mois 15 fr.

Etranger : 1 an 40 fr. ; 6 mois 20 fr.

Compte-chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

45, BOULEVARD DE LA VILLETTE, PARIS (10^e).

L A V A L

Le gouvernement Steeg n'a duré que quarante jours, après avoir trébuché sur un incident significatif : le ministre de l'agriculture Boret avait mis sur pied une série de mesures destinées à relever le prix du blé, c'est-à-dire à satisfaire les intérêts des gros agrariens. Et bien entendu il avait révélé l'opération à l'avance, favorisant ainsi la spéculation. Léon Meyer, le ministre de l'économie nationale, maire du Havre et démagogue de gauche, dénonça Boret, déclarant qu'il n'approuvait pas cette hausse du blé, et se faisant ainsi le défenseur des petits cultivateurs qui, ne disposant d'aucun crédit, ne pouvaient stocker leur blé en attendant la hausse promise.

Embarrassé dans cette contradiction secondaire, le cabinet Steeg fut renversé par la Chambre des Députés.

C'est Laval qui lui succède. Et Laval a pris comme ministre de l'agriculture, Tardieu.

Dans la transition actuelle, Laval apparaît comme une figure providentielle. Issu, comme Briand, des milieux socialistes d'extrême gauche, parvenu peu à peu, à force d'intrigues, de reniements et de platitudes, au poste de Président du Conseil, c'est-à-dire de premier chargé d'affaires de la bourgeoisie, Laval sert aujourd'hui de masque démagogique à tout son ministère, c'est-à-dire celui des Maginot, Paul Raynaud Tardieu, etc... Laval joue

le rôle qu'a joué Briand. Et maintenant, Briand fait partie de l'équipe réunie par Laval.

La combinaison de Steeg n'a pas tenu. On ne peut pas prévoir quel délai Laval tiendra. Les ministères sont tous placés actuellement devant une situation critique, et le régime démocratique parlementaire est encore si souple qu'il permet des combinaisons nombreuses et très variées.

En tout cas, le choix de Laval montre que la grande bourgeoisie a estimé nécessaire de faire présider sa lutte contre la situation des ouvriers par un homme qui s'est déjà acquis des titres à l'habileté dans ce domaine. Lors des grèves du Nord (Août 1930) Laval était ministre des Travaux Publics de Tardieu, et c'est lui qui, aidé de Jouhaux, fit rentrer les ouvriers dans « l'ordre ». Actuellement de nouvelles grèves surgiront certainement, par suite de la volonté du patronat de diminuer partout les salaires. Laval fera de nouveau tout son possible pour « arbitrer » les conflits, en faveur du capitalisme, bien entendu.

D'autre part, la situation de l'agriculture reste toujours des plus précaires, et surtout elle menace beaucoup de s'aggraver avec l'approfondissement de la crise mondiale agraire elle-même. L'incident qui mit aux prises Borret et Meyer était significatif de l'incertitude de la situation des agriculteurs, et aussi de l'incertitude de l'attitude du précédent gouvernement dans la question des remèdes à apporter à la crise.

La molesse des éléments comme Steeg dans leur politique ont amené une réaction rapide, et c'est Tardieu lui-même qui se charge maintenant du ministère de l'agriculture. La bourgeoisie montre par là qu'elle n'a pas l'intention de sacrifier les intérêts des capitalistes de la terre, aux phrases démagogiques d'un Léon Meyer sur la vie chère.



Peut-on dire que le ministère Laval possède une base sociale « élargie », par rapport au précédent ministère ? Nullement. Les ministères qui se succèdent actuellement sont toujours une combinaison de divers éléments, qui s'appuient sur le grand capital dont chaque fraction essaye de tirer le maximum de profit à son avantage. Mais forcément certaines couches, certaines catégories sont plus ou moins sacrifiées, mises à l'écart. Le développement de la crise, qui irrite les frictions existant toujours entre les diverses classes capitalistes, en est la cause. Le processus de concentration économique sous la direction du capital bancaire, qui se poursuit aussi en période de crise, et même est souvent favorisé par la crise qui élimine les concurrents faibles, contribue aussi à augmenter les oppositions d'intérêts, et non à les atténuer et à les faire disparaître.

La centralisation progressive des forces de la bourgeoisie, dans la prospérité comme dans la période de crise, ne peut nullement être conçue sous un aspect statique, comme une agglomération, une *addition* uniforme de tous les courants, de toutes les catégories. La base de classe de la domination bourgeoise n'est pas d'autant plus stable qu'elle est « étendue ». Au contraire, elle est parfois obligée, pour traverser certaines périodes, de se rétrécir, ou de se déplacer assez loin de son axe ordinaire (comme lorsqu'elle appelle à sa rescousse la social-démocratie).

La perspective actuelle ne laisse donc pas prévoir un « élargissement » de l'appareil de domination bourgeois, mais au contraire une période transitoire de combinaisons hâtives, diversement orientées, et qui ne peut laisser place — si la crise grandit en ampleur et en profondeur — qu'à un appareil de gouvernement résolument appuyé sur les forces, peut-être plus étroites, mais plus combattives et résolues, du grand capital.

**
*

Dans cette situation, il reste bien évident que le ministre Laval représente toujours un gouvernement démocratique et non fasciste. Il semble même appelé à jouer un rôle très hypocrite au point de vue démocratique.

Nous avons déjà eu l'occasion de noter plusieurs fois pourquoi le fascisme n'apparaissait pas à l'heure actuelle en France. Un journaliste du *Temps* exposait récemment le mécanisme de l'appareil fasciste de la bourgeoisie italienne, et montrait quels pouvoirs extrêmes sont confiés à Mussolini par elle. Cela ne ressemble pas à la situation du plus réactionnaire, du plus féroce des présidents du Conseil français.

Voici comment la loi du 24 décembre 1925 règle « les attributions et prérogatives du chef du gouvernement, premier ministre, secrétaire d'Etat » :

« La suprématie de celui-ci est formidable. Point de « solidarité ministérielle » dans les conseils du gouvernement; point de vote : le premier ministre (il n'est plus question d'un « président du conseil ») met fin aux délibérations en exprimant sa volonté. Il peut d'ailleurs déplacer ou congédier à son gré ses collaborateurs. Il lui est même loisible de prendre seul en main tous les « leviers de commandement ». Point de responsabilité du chef de gouvernement devant les Chambres. Nul projet de loi ne peut être inscrit à l'ordre du jour des Assemblées sans l'acquiescement du premier ministre. Ce dernier a le droit d'opposer son *veto* à un projet déjà adopté, de présenter en deuxième lecture une proposition rejetée précédemment, de déposer sur le bureau d'une des deux Chambres un projet que l'autre Chambre a repoussé. Dans la personne du

premier ministre, le pouvoir exécutif peut même, dans certains cas, se substituer au législatif et, de sa seule autorité, faire la loi.

Les Assemblées, sous le règne fasciste, n'ont donc guère, en somme, que voix consultative. »

On comprend que ces attributions politiques supposent une structure de l'Etat très éloignée de la structure démocratique. Et avant même d'en arriver là (la bourgeoisie italienne a accepté cette situation après une guerre civile ouverte), les ressources démocratiques sont nombreuses. Il ne faut pas les surestimer. Déjà en 1926, Poincaré avait instauré les décrets-lois, qui facilitaient la tâche du pouvoir exécutif bourgeois.

En Allemagne existe à l'heure actuelle un régime qui n'est pas le fascisme, mais qui est un régime démocratique exceptionnel. Les décrets-lois du Dr Brüning ont une portée bien plus vaste que ceux de Poincaré — mais ils s'exercent toujours en vertu d'un article (le fameux paragraphe 48) de la Constitution démocratique elle-même. C'est donc dans l'arsenal de la démocratie capitaliste elle-même que la bourgeoisie allemande puise encore aujourd'hui ses armes, bien que la situation ouvre la voie à l'instauration du fascisme.

La situation française n'est pas comparable à l'état intérieur de l'Allemagne. Le ministère Laval, pas plus que le précédent et probablement pas plus que le suivant, ne dépasse les limites du pouvoir démocratique. Il va de soi que c'est parce que ce pouvoir contient encore tout ce qui est nécessaire à exercer la répression la plus acharnée et la plus impitoyable contre la classe ouvrière.

La Vie de la Revue

Ce numéro de Janvier paraît dans les premiers jours de Février. Nous réussirons cependant à faire paraître le n° de Février dans le courant de ce mois; nous aurons ainsi rattrapé notre long retard. Nous apporterons tous nos soins à paraître ensuite régulièrement.

Nous demandons à nos lecteurs, de leur côté, de faire un effort. Nous voulons doubler le nombre de nos abonnés. On comprendra qu'une revue comme celle-ci ne puisse guère compter sur la vente au numéro. Elle doit donc trouver un large appui auprès des abonnés.

A tous nous demandons des *listes d'abonnés possibles*, à qui nous enverrons gratuitement un numéro.

Nous prions aussi nos camarades dont le renouvellement d'abonnement est en retard, de nous l'envoyer au plus tôt. Ils nous rendront service!



Discours prononcé par Lénine à la première séance du 2^e Congrès de la III^e Internationale (1920)

Pour l'anniversaire de la mort de Lénine, nous publions le discours de Lénine au deuxième Congrès de l'I. C., sur la crise mondiale.

A dix ans de distance, l'impérialisme est secoué par une nouvelle crise profonde. Il faut relire attentivement ce que Lénine pensait de la crise capitaliste en 1920.

Camarades! Les thèses relatives aux principes fondamentaux de l'Internationale Communiste ont été publiées dans toutes les langues. Elles ne contiennent rien de nouveau pour les camarades russes, puisqu'on y a compris un certain nombre de faits résultant de notre expérience révolutionnaire, en vue de les utiliser pour les pays de l'Ouest de l'Europe. C'est pourquoi je veux m'attarder un peu plus longtemps à la première partie de mon sujet, à la situation internationale, bien que je ne puisse que l'esquisser brièvement.

Les relations économiques de l'impérialisme forment la base de la situation internationale, telle qu'elle apparaît au moment actuel. Pendant tout le cours du XX^e siècle, cette suprême et ultime étape du capitalisme est devenue parfaitement claire. Vous savez naturellement tous que les traits caractéristiques et essentiels de l'Impérialisme consistent en ceci, que le capital a atteint une capacité énorme. A la place de la libre concurrence, c'est un gigantesque monopole qui est entré en jeu.

Un petit nombre de capitalistes pouvaient souvent concentrer en leurs mains d'importantes branches industrielles, ces branches passaient ensuite aux mains de fédérations, cartels, syndicats, trusts, ayant souvent un caractère international. C'est ainsi que de grosses industries passaient au pouvoir d'un monopole, non seulement celles de certains pays, mais les industries et les finances du monde entier par rapport au droit de la propriété privée et aussi en tant que production. Sur ce terrain pouvait se développer la domination d'un petit nombre de gros banquiers, de rois de la finance, et ces magnats de la finance transformèrent les plus libres républiques en monarchies financières.

Ce règne d'une petite poignée de capitalistes arriva à l'apogée de son développement lorsque toute la terre, et non seulement les sources des matières brutes et moyens de production, mais aussi les colonies furent distribuées entre

les gros capitalistes. Il y a 40 ans, la population coloniale était d'un quart de milliard, assujettie à 6 puissances. En 1914, elle atteignit environ 600 millions. Et lorsque l'on y ajoute des pays comme la Perse, la Turquie et la Chine, qui se trouvaient déjà avant la guerre en état de demi-colonie, on obtient, en chiffres ronds, un milliard, une population qui gémit sous l'oppression des pays les plus libres, les plus riches et les plus civilisés! Vous savez que, en plus de la dépendance politique et juridique, les colonies souffrent encore de toute une série d'oppressions financières et économiques; de toute une série de guerres, qui ne furent pas considérées comme telles, parce qu'elles n'étaient le plus souvent que l'assassinat des indigènes désarmés, sans défense, par des troupes européennes et américaines armées des instruments de mort les plus perfectionnés.

D'une telle répartition du monde, de ce règne du monopole capitaliste, de cette toute-puissance de quelques grandes banques — deux, trois, quatre, cinq, pas davantage dans chaque Etat — la première guerre impérialiste mondiale devait inévitablement éclater. Dans cette guerre, il s'agissait d'un nouveau partage de la Terre. La guerre fut menée pour décider lequel d'entre les petits groupes des grandes puissances — l'Angleterre ou l'Allemagne — aurait la possibilité et le droit d'exploiter et de piller toute la terre. Vous savez que la guerre a résolu ce problème en faveur de l'Angleterre et le résultat de cette guerre, c'est l'accentuation de tous les contrastes capitalistes. La guerre a mis une population d'un quart de milliard dans une situation analogue à celle des indigènes coloniaux. Ainsi la Russie, qui compte 130 millions d'âmes, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Bulgarie qui représentent ensemble une population de 120 millions d'individus. Un quart de milliard d'êtres humains dans des pays qui, en partie, comme l'Allemagne, comptent parmi les plus avancés. les plus cultivés au point de vue technique et se trouvant au niveau du progrès moderne. Grâce au traité de Versailles, des peuples avancés sont obligés d'accepter des conditions de vie qui les mettent au rang des coloniaux dépendants; exposés à la famine, l'indigence, la destruction et privés de tout droit. Le Traité les a liés pour plusieurs générations. Ils se trouvent, à la suite de leur signature, dans une situation où aucun peuple civilisé n'a vécu jusqu'à ce jour. Le tableau suivant s'offre à nos yeux : Après la guerre une population qui ne compte pas moins d'un quart de milliard se trouve soudain réduite à l'état de coloniaux, obligée de se laisser ignominieusement exploiter par le capitalisme, qui se targue toujours de son amour de la paix. Il y a 50 ans, lorsque la Terre n'était encore pas partagée, qu'aucun monopole ne régnait, quand le capitalisme pouvait se développer paisiblement, sans grands conflits militaires, il était encore possible de parler d'amour de la paix.

Maintenant nous avons affaire à une plus grande oppression; nous sommes retournés au joug militaire et colonial, beaucoup plus lourd qu'autrefois.

Le Traité de Versailles a plongé l'Allemagne et plusieurs autres pays dans une situation sans issue, leur vie économique est rendue impossible; ils sont humiliés et hors la loi!

Qui donc en tire bénéfice? Pour répondre à cette question, il est nécessaire que nous sachions le nombre de la population des Etats-Unis, seul pays qui a gagné dans la guerre. L'Amérique est un pays qui, ayant d'abord contracté partout des dettes se trouve maintenant le créancier de tous, et sa population ne dépasse pas 100 millions! La population japonaise, pays qui a beaucoup gagné, lui aussi, se tenant à l'écart du conflit américano-européen, et

qui s'empara des ressources immenses de la terre asiatique, le Japon ne compte qu'une population de 50 millions. Ajoutez à cela les pays neurtes aux populations moins nombreuses enrichis pendant la guerre, et vous aurez le chiffre rond d'un quart de milliard.

Voici le tableau du monde, à grands traits, comme il apparaît au lendemain de la guerre impérialiste. Un milliard et quart d'hommes à l'état de colonies opprimées, dans des pays que l'on se partage du vivant de leurs enfants, comme la Perse, la Turquie et la Chine, des pays vaincus et plongés dans un triste état colonial. Pas plus d'un quart de milliard d'hommes dans des pays sortis de la guerre sains et saufs. Mais tous sont tombés dans la dépendance économique des Etats-Unis; eux tous furent pendant la guerre dépendants, militairement. C'est que la guerre avait empoigné le monde entier, et ne permettait à aucun pays de rester réellement neutre. Et nous n'avons, en fin de compte, qu'un quart de milliard de population dans des pays dont naturellement seuls les capitalistes placés au sommet ont profité du partage du monde. La population du monde entier est de 1 milliard $\frac{3}{4}$ d'humains. Je rappelle à dessein ces chiffres, car tous les contrastes fondamentaux du capitalisme et de l'impérialisme qui mènent à la révolution, tous les contrastes fondamentaux du mouvement ouvrier, ayant conduit à la lutte exaspérée contre la II^e Internationale et dont le président nous a parlé tout à l'heure, tout cela est étroitement lié avec le partage de la population du globe terrestre.

Bien entendu, par ces chiffres, le tableau du monde n'apparaît qu'en traits sommaires. Camarades, il est entendu que par un tel partage de la population mondiale l'exploitation par la finance capitaliste s'est considérablement intensifiée. Non seulement que les pays vaincus soient dépendants et se voient réduits au rôle de colonies, mais à l'intérieur de chacun de ces pays les contradictions se sont développées, tous les tenants du capitalisme ont rendu la situation plus aiguë. Je veux le prouver brièvement par des exemples :

Voyons, en effet, les dettes d'Etat! Nous savons que les dettes des grands pays d'Europe ont sextuplé de 1914 à 1920. Je veux apporter encore une source économique d'importance. C'est Keynes, un diplomate anglais, l'auteur du livre : « Les conséquences économiques du traité de Paix ».

Chargé par son gouvernement de participer aux pourparlers de paix de Versailles, il pouvait observer de près et du point de vue bourgeois; il a étudié cette question pas à pas; il a pris part aux discussions comme économiste, et il arrive à des conclusions qui portent plus profondément et convainquent davantage que n'importe quelles conclusions au point de vue communiste ou révolutionnaire, puisqu'elles émanent d'un bourgeois, un irréconciliable ennemi du bolchevisme, dont il se fait une idée pitoyable, en petit bourgeois anglais. Keynes vint à la conclusion que, par le Traité de Versailles, l'Europe et le monde allaient à la ruine. Keynes s'est retiré, il a jeté son livre à la tête de son gouvernement en disant : « Ce que vous faites, c'est une folie! » Je veux vous citer quelques chiffres qui répondent à la question : Quelles sont les dettes entre les grandes puissances? Je convertis la livre anglaise en 10 roubles, et nous arrivons au tableau que voici : Les Etats-Unis ont un actif de 19 milliards et point de passif; avant la guerre ils étaient débiteurs de l'Europe. Le camarade Lévy l'a justement remarqué dans sa conférence du 24 avril 1920, il a dit que deux puissances subsistaient encore dans le monde, pouvant faire figure d'Etats indépendants : l'Angleterre et l'Amérique. Financièrement, c'est l'Amérique seule qui est indépendante. Toutes les autres puissances ont des dettes, l'Angle-

terre compris. Elle a un actif de 17 milliards et un passif de 8 milliards, elle est donc à moitié dans la situation d'un débiteur. Il faut dire que dans son actif, elle comprend les 6 milliards de la dette russe. Récemment, lorsque Krassine, comme représentant de la Russie Soviétique, eut l'occasion de causer des dettes avec Lloyd George, il fit comprendre au savant, au politique, chef du gouvernement anglais, qu'il était dans l'erreur en comptant sur l'argent russe; le diplomate Keynes avait déjà auparavant révélé cette erreur.

Il ne s'agit pas là de ce que le gouvernement révolutionnaire russe ne veut pas payer ses dettes; il n'y a pas de gouvernement qui puisse payer. C'est que dans ces dettes ont été additionné, de la manière la plus basement usurière, tout ce qui avait déjà été payé 20 fois! Le même bourgeois Keynes, disait: « Ces dettes ne devraient naturellement pas être comptées. »

Quant à la France, Keynes donne ces chiffres: son actif est évalué à 3 milliards 1/2, son passif 10 milliards 1/2! C'est là la situation de ce pays dont « l'épargne » fut si considérable que les Français disaient toujours eux-mêmes que leur pays était le banquier du monde entier. La piraterie coloniale et financière rapportait à la France un capital si colossal, qu'elle pouvait largement prêter à la Russie des milliards et des milliards!

Ces emprunts furent d'un gros avantage pour la France, et malgré tout, malgré la victoire, la France est dans la situation d'un pauvre débiteur!

Selon une source bourgeoise américaine, recueillie dans son livre: « Qui doit payer les frais de la guerre », par le communiste Braun, on donne la dette des pays comme suit: Dans les pays victorieux, l'Angleterre et la France, les dettes dépassent 50 pour cent de l'avoir national, en Italie 60 à 70 pour cent, en Russie environ 90 pour cent. Mais comme vous le savez, ces dettes nous tourmentent peu. Nous avons suivi le conseil de Keynes avant la parution même de son livre, nous avons annulé nos dettes. (*Applaudissements.*)

Mais il semble que Keynes n'est pas exempt du défaut particulier aux Philistins. Il conseille d'annuler les dettes, et dit que la France naturellement y gagnerait, que l'Angleterre n'y perdrait pas beaucoup, puisqu'il n'y a rien à tirer de la Russie. L'Amérique perdra beaucoup, mais Keynes table sur la générosité américaine. Ici, nos points de vue ne sont pas les mêmes que ceux de Keynes et autres pacifistes bourgeois. Nous pensons que, pour annuler les dettes il est bon d'espérer autre chose, de travailler dans une autre voie, que d'escompter la magnanimité de Messieurs les Capitalistes.

On peut voir par les chiffres ci-dessus indiqués que la guerre impérialiste a créé pour les pays victorieux mêmes une situation impossible.

De là on peut aussi conclure combien peu l'élévation des prix est la conséquence de l'augmentation des salaires. Le « Conseil économique suprême », qui a pour mission de sauvegarder le monde de la révolution croissante, a rédigé une résolution le 8 mars 1920, qui se termine par un appel au travail, à l'ordre, naturellement, sous condition que les travailleurs restent toujours les esclaves du capital. Ce « Conseil suprême », l'organe de l'Entente des capitalistes du monde entier, arrive à ceci:

Les prix des choses ont augmenté en Amérique de 120 pour cent, le salaire n'a haussé que de 100 pour cent; en Angleterre la vie a augmenté de 170 pour cent, les salaires sont montés de 130 pour cent; en France, l'augmentation atteint 300 pour cent, les salaires 60 pour cent.

Il est clair que dans une pareille situation l'indignation des travailleurs est à son comble; que le développement des idées révolutionnaires, que l'ac-

croissement des grèves soient inévitables, puisque la situation des ouvriers est intolérable. Les travailleurs sont convaincus par l'observation de la vie pratique que la guerre a enrichi les capitalistes et que les dettes chargent les épaules des ouvriers. On nous communiqua récemment, télégraphiquement, que l'Amérique allait encore expulser en Russie 500 communistes, pour se débarrasser de ces « agitateurs nuisibles ». Quand l'Amérique aurait expulsé, non pas 500, mais 500.000 agitateurs russes, américains, japonais ou français, cela ne changerait rien à la chose. Car le conflit est ailleurs, la disproportion entre le coût de la vie et les salaires, dont ils ne peuvent rien changer reste stable. Car la propriété privée y est sauvegardée, considérée qu'elle est comme « sacrée ». Il ne faut pas oublier, que la propriété privée n'est éliminée jusqu'à présent qu'en Russie. Et les capitalistes ne peuvent rien changer dans cette disproportion entre le coût de la vie et le salaire, mais les ouvriers ne peuvent pas vivre dans de pareilles conditions. Ce mal ne peut être combattu par les vieux moyens; ni par des grèves partielles ni par la bataille parlementaire ou le vote, on ne peut atteindre par ces moyens surannés aucun but. La propriété privée est « sacrée », et les capitalistes ont amassé de telles dettes que le monde entier est l'esclave d'une poignée d'individus, et l'existence des ouvriers devient chaque jour plus insupportable. Il n'y a à cela qu'une seule issue, éliminer la « propriété privée » des exploiters.

Le camarade Lalinsky a démontré dans sa brochure « l'Angleterre et la révolution mondiale » que le prix du charbon d'exportation en Angleterre atteint le double de celui assigné par les consortiums des industriels officiels.

Au Lancashire, les prix subirent une telle ascension, que les actions montèrent rapidement de 400 pour cent.

Les banques accusent un revenu minimum de 40 à 50 pour cent, à quoi il faut ajouter les sommes comprises comme la part du lion et baptisées de toutes sortes de noms. Là aussi, on a la preuve indiscutable, palpable qu'une poignée d'individus s'est attribué de gros bénéfices au détriment des travailleurs. D'un côté, le luxe excède toutes les bornes, d'autre part, la misère de l'ouvrier augmente. Il y a encore une particularité singulièrement intéressante, et que le camarade Lévy a remarquablement indiqué dans son discours déjà cité à savoir la différence actuelle de la valeur monétaire. L'argent, à cause des dettes et de la monnaie fiduciaire, est complètement dévalorisé. La même source bourgeoise déjà citée, le Conseil suprême du 8 mars 1920 disait : En Angleterre, l'argent est tombé d'un tiers relativement au dollar; en France et en Italie, de deux tiers, en Allemagne jusqu'à 96 pour cent.

Ce fait prouve que le mécanisme de l'économie mondiale capitaliste s'écroule. Ces relations commerciales, base capitaliste de l'achat des matières brutes et du cours des marchandises, ne peuvent plus se maintenir; elles ne peuvent plus rester sur la base d'une subordination d'une série de pays à un seul pays, simplement parce que la valeur de l'argent a changé!

Un seul pays riche ne peut pas exister et n'a aucune possibilité de faire des affaires, dès lors qu'il ne peut pas vendre sa marchandise ni ne peut recevoir des matières premières.

Ainsi l'Amérique, ce pays énormément riche, à qui tous les autres pays sont subordonnés, ne peut ni acheter ni vendre. Et le même Keynes qui a pénétré le fond des pourparlers de Versailles, est obligé de reconnaître cette impossibilité, malgré sa ferme décision de défendre le capitalisme et en dépit de sa haine du bolchevisme. D'autre part, je suis d'avis qu'aucun appel révo-

lutionnaire ou communiste ne saurait être comparé à la puissance de ces pages du livre de Keynes où il est question de Wilson et du wilsonisme. Wilson fut l'idole des petits bourgeois et des pacifistes, tels que Keynes et des héros de la deuxième Internationale et même de l'Internationale « 2^e 1/2 », à qui les « 14 points » furent sacrés. Ils écrivirent même des ouvrages savants sur les « racines » de la politique de Wilson, dans l'espoir que Wilson sauverait le « monde social », réconciliant exploiters et exploités et réaliserait les réformes sociales. Keynes démontre que Wilson resta finalement battu et que toutes ses illusions, dès le premier contact avec la politique commerciale, affairiste du capital, représentée par MM. Clemenceau et Lloyd George se sont volatilisées.

Les masses ouvrières apprennent maintenant dans les expériences de leur vie; mais, pour les pédants, le livre de Keynes peut fournir la preuve que « les racines » de la politique wilsonienne n'étaient que phrases petit-bourgeoises, basées sur la complète méconnaissance de la lutte des classes.

De tout cela on peut tirer deux importantes conséquences. D'un côté, la misère et la détresse des masses s'accroissent énormément, visant un milliard 1/4 d'humains, c'est-à-dire 70 pour cent de toute la population de la terre. Ce sont les pays coloniaux, dont la population vit dans l'arbitraire, pays dominés par les bandits de la finance. L'esclavage des pays vaincus s'est accru par le Traité de Versailles, et les traités secrets concernant la Russie n'ont pas plus de valeur que ces bouts de papier où est écrit que nous devons tant de milliards. Nous avons affaire dans l'histoire du monde à une population de 1 milliard un quart d'humains condamnés à la famine, à la misère, à l'esclavage légalisé, favorisé par les autorités. D'autre part, il y a aussi dans ces pays des ouvriers dans une situation insupportable. La guerre a accentué d'une façon inouïe les contradictions du capitalisme; c'est là la cause d'un beau réveil révolutionnaire chez tous les peuples. Pendant la guerre la discipline militaire était partout dure; les hommes devaient se jeter devant les canons, ou ils étaient aussitôt menacés du conseil de guerre. Pendant la guerre, il était impossible d'envisager de plus près les réalités de la vie économique. Des écrivains, des poètes, des prêtres, toute la presse, tous proclamaient la supériorité de la guerre. A présent que la guerre est finie, on se réveille. L'impérialisme allemand est démasqué avec sa paix de Brest-Litowsk qui marqua la défaite de l'impérialisme démasqué aussi avec la paix de Versailles. L'exemple de Keynes montre aussi, entre autres, que des dizaines de milliers, de centaines de milliers d'hommes de la petite bourgeoisie comme du monde des intellectuels, en Europe et en Amérique prendront inévitablement le chemin de Keynes, lequel s'est retiré de son poste et a jeté à la tête de son gouvernement son livre cité plus haut. Keynes a indiqué ce que des milliers d'hommes ont sur la conscience, lorsqu'ils affirment que toutes les phrases sur la « guerre libératrice », etc. ne furent que mensonges, que, en fin de compte, seuls quelques individus se sont enrichis de la guerre, alors que la majorité est plongée dans la plus profonde misère. Le bourgeois Keynes dit que les Anglais, pour sauver leur vie et leur commerce se doivent d'insister pour la reprise des affaires germano-russes. Et comment réaliser ce projet? C'est alors que Keynes propose l'annulation des dettes. Cette idée n'appartient pas exclusivement au savant économiste Keynes, elle fut conçue par des millions d'individus. L'économiste bourgeois prétend qu'il n'y a point d'autre issue que l'annulation des dettes, et pour cela — « Maudits soient les bolcheviks! » (qui ont annulé les dettes), « nous nous adresserons aux cœurs magnanimes des Américains! » Je suis d'avis que, au nom du Congrès de l'Internationale Com-

muniste, l'on envoie une adresse de reconnaissance à des économistes qui font ainsi l'agitation pour le bolchevisme.

Quand, d'un côté la situation économique des masses est insupportable, quand, d'autre part, dans la petite minorité des pays victorieux tout-puissants une fissure vient de se manifester, et qui s'étend, comme le déclare Keynes, on peut être assuré que le développement de la révolution mondiale s'opérera.

Nous avons maintenant une image du monde un peu plus complète sous les yeux. Nous savons ce que signifie la dépendance d'un milliard un quart d'êtres humains, dans des conditions d'existence impossibles, et ce par la volonté d'une poignée d'enrichis. Lorsque fut offert aux peuples le Traité de la Ligue des Nations, et que, par conséquent, la Ligue eut déclaré la fin de la guerre et la défense à quiconque de porter atteinte à la paix, lorsque ce Traité, espoir du monde entier, entra en vigueur, il apparut alors à nos yeux comme une grande victoire. Avant que le Traité fut connu, on disait : On ne saurait mettre un pays tel que l'Allemagne dans une situation particulière, vous verrez lorsque le Traité sera publié, tout tournera au mieux. Mais lorsque ce Traité fut publié, les plus acharnés ennemis du bolchevisme durent le combattre. Quand il fut connu, on eut la preuve que le petit groupe de puissances riches était appelé à établir de nouvelles conditions sociales par ce quatuor de Clemenceau, Lloyd George, Orlando et Wilson. Lorsqu'on voulut mettre en mouvement la machine du Traité, elle fit défaut. Cela, nous le vîmes aussi dans les guerres contre la Russie. Ce pays faible, dévasté, écroulé, la rétrograde Russie est restée victorieux en face de toutes les nations, contre la Ligue des puissances et des Etats qui dominent le monde entier. Nous n'étions pas capables de nous opposer à une puissance de cette valeur, et pourtant la victoire fut de notre côté. Pourquoi? Parce qu'aucune unité de vue ne règne chez eux, parce qu'une puissance agit contre l'autre. La France voulait que la Russie payât ses dettes, et rester en face de l'Allemagne comme une puissance menaçante; l'Angleterre voulait partager la Russie, essayant de s'approprier le pétrole de Bakou et de signer des traités avec les pays limitrophes. Dans des documents officiels anglais on énumère avec une extraordinaire lucidité les Etats (ils furent au nombre de 14) qui, en décembre 1919 donnèrent la solennelle promesse de conquérir Moscou et Pétrograd. L'Angleterre basait sa politique sur ces Etats, c'est à eux que l'Angleterre confia des millions et des millions. Maintenant toute cette politique a fait naufrage. Telle est la situation créée par la Ligue des Nations. Chaque jour d'existence de ce Traité est une propagande pour le bolchevisme; c'est que les plus puissants partisans de l'ordre capitaliste montrent que dans toutes les questions ils se donnent mutuellement des crocs-en-jambe. Lors du partage des pays comme la Turquie, la Perse, la Mésopotamie et la Chine, une querelle véhémente éclata entre le Japon, l'Angleterre, l'Amérique et la France. La presse bourgeoise de ces pays est pleine d'attaques violentes contre ses confrères, parce que chacun de ces pays voulait tout le butin pour lui! Nous constatons dans cette poignée de pays riches un complet écroulement. Il est impossible à un milliard un quart d'humains de vivre contraints par le capitalisme « civilisé » et 70 pour cent de la population de notre globe sont en jeu! Cette poignée des plus riches puissances, Amérique, Angleterre et Japon, ayant eu la possibilité de faire le sac des asiatiques, mais aucun Etat n'ayant le pouvoir d'instaurer une puissance financière et militaire indépendante sans le concours d'autres pays, ces deux à trois pays ne sont pas capables de régler leurs relations économiques, et ainsi la politique des divers membres de la Ligue des

Nations est faite de frottements continuels. De là vient la crise mondiale, et ces origines économiques de la crise sont la raison principale qui permet au Communisme International d'enregistrer de si brillantes victoires.

LA CRISE EST-ELLE SANS ISSUE?

Camarades! nous arrivons à la crise révolutionnaire comme base de nos actes révolutionnaires, et nous devons constater deux fautes évidentes très courantes; d'une part les économistes bourgeois considèrent cette crise comme un simple « malaise », selon l'expression anglaise. D'autre part, les révolutionnaires sont souvent enclins à démontrer que cette crise est sans issue.

Ceci est une erreur, il n'y a pas de situation sans aucune issue. La bourgeoisie se comporte comme un bandit qui a perdu la tête. Elle commet sottises sur sottises, rend la situation plus aiguë et précipite sa propre perte. Tout cela est vrai, mais il n'y a pas de « preuve » que la bourgeoisie ne puisse, soit calmer un certain nombre d'exploités par des concessions, soit étouffer en germe, par la force, tout soulèvement partiel des opprimés. Vouloir démontrer qu'il n'y a point, pour elle, de possibilité de sortir de l'impasse, c'est de la pédanterie, c'est vouloir jouer avec des mots et des idées. La pratique, seule, peut nous en fournir la « preuve ».

La société bourgeoise traverse actuellement, dans le monde entier, une crise révolutionnaire. C'est aux partis révolutionnaires de « prouver » maintenant, par la pratique, qu'ils possèdent suffisamment la conscience de classe, qu'ils sont organisés et décidés et restent en contact intime avec les exploités, de façon à utiliser cette crise pour une révolution féconde et victorieuse.

C'est surtout pour préparer ces « preuves » par les faits que nous nous sommes réunis dans ce Congrès communiste international.

Pour vous prouver combien il existe encore d'esprit opportuniste même dans ces Partis qui veulent adhérer à la troisième Internationale, et combien le travail de différents partis révolutionnaires est encore loin de la préparation nécessaire pour permettre d'utiliser la crise révolutionnaire, je citerai l'exemple du leader de l'Indépendant Labour Party, R. Mac Donald; dans son ouvrage « Parlement et Révolution », consacré aux problèmes qui nous préoccupent, il dépeint la situation presque dans le sens des pacifistes bourgeois. Il reconnaît le fait de la crise révolutionnaire; que l'état d'esprit révolutionnaire s'accroît constamment, et que la puissance soviétique, la dictature du prolétariat, est préférable à la présente dictature de la bourgeoisie anglaise.

Mais Mac Donald reste néanmoins foncièrement un pacifiste bourgeois, un homme de compromis, un petit bourgeois, rêvant d'un gouvernement qui ne soit pas un gouvernement de classe. Mac Donald ne voit dans la lutte de classes qu'un « fait mal précisé », comme tous les menteurs, sophistes et pédants de la bourgeoisie. Mac Donald passe sous silence les diverses tentatives faites pour constituer des Gouvernements « démocratiques », se prétendant en dehors et au-dessus des classes : les expériences de Kerensky, des Menchevicks et socialistes-révolutionnaires et celle analogues de Hongrie, d'Allemagne, etc...

Mac Donald rassure son Parti et ceux des ouvriers qui ont le malheur de voir un socialiste en ce bourgeois et un chef en ce philistin, par ces paroles : « Nous savons qu'elles (c'est à-dire la crise révolutionnaire, la fermentation révolutionnaire) passeront, que tout rentrera dans l'ordre ». La guerre devait

provoquer une crise, mais la guerre finie, tout, sinon tout à la fois, « rentrera dans l'ordre! »

Et cela est écrit par le chef d'un Parti, par un homme qui veut adhérer à la Troisième Internationale. Nous avons affaire ici à un aveu rare et d'autant plus précieux que ce même cas se présente souvent dans les couches supérieures des socialistes français et chez les Indépendants allemands, c'est non seulement la compréhension qui manque, mais aussi la volonté d'utiliser la crise révolutionnaire dans un sens révolutionnaire; en d'autres termes, il y manque l'intelligence et la volonté d'accomplir, dans le Parti et dans toute la classe ouvrière, un véritable travail révolutionnaire préparant la dictature prolétarienne!

C'est là au fond le défaut de beaucoup de partis maintenant sortis de la deuxième Internationale. C'est pourquoi j'ai particulièrement attiré l'attention sur les thèses, proposées à ce Congrès, concernant la dictature du Proletariat, et je me suis efforcé de les formuler le plus exactement et le plus concrètement possible.

Encore un exemple : Un nouveau livre parut récemment contre le Bolchevisme. Il paraît en ce moment énormément de livres de ce genre en Europe et en Amérique, et plus il paraît de pareils ouvrages, plus les sympathies croissent chez les masses avec force et rapidité pour le Bolchevisme. Je veux parler du livre d'Otto Bauer « Bolchevisme ou Social-Démocratie ». Là on analyse exactement pour les Allemands le Menchevisme, dont le rôle honteux pendant la révolution russe est assez connu des ouvriers de tous les pays. Otto Bauer a écrit là un terrible pamphlet mencheviste, bien qu'il n'avouait pas ouvertement sa sympathie pour ce Parti. Mais il est nécessaire de faire maintenant mieux connaître en Europe ce qu'est le Menchevisme, puisqu'il est devenu un nom générique de toutes les tendances, prétendues socialistes, social-démocrates, etc., qui se dressent hostiles en face du Bolchevisme. Pour nous autres, il serait fastidieux d'écrire, pour l'Europe, ce qu'est le Bolchevisme. Otto Bauer l'a montré clairement dans son livre, et nous remercions d'avance tous les éditeurs bourgeois et communistes qui publieront de pareils ouvrages et les traduiront dans différentes langues. Ce livre de Bauer complètera d'une façon utile, bien que singulière, les manuels communistes. Prenez n'importe quel paragraphe, n'importe quel argument de Bauer, et prouvez pourquoi ils sont Menchevistes; où s'y trouvent les racines de ces conceptions qui, en pratique, ont abouti aux trahisons socialistes des Kerensky, Scheidemann, etc. Ce serait pour certains un moyen d'établir s'ils ont ou non compris ce qu'est le communisme. Celui qui ne peut résoudre ce problème, n'est pas encore communiste, et mieux vaut qu'il n'adhère point au Parti Communiste. (*Applaudissements.*)

Otto Bauer a excellemment exprimé dans une phrase toute la substance des conceptions de l'opportunisme mondial; pour cette phrase — si nous étions les maîtres à Vienne — nous lui aurions de son vivant érigé une statue; Bauer dit que l'emploi de la violence dans la lutte de classes des démocraties modernes, signifie la violation des puissances sociales.

Vous trouverez peut-être cette pensée singulière et incompréhensible? Ceci montre à quel point peut être dénaturé le Marxisme; jusqu'où on peut abaisser la théorie la plus révolutionnaire, et comment elle peut être utilisée pour la défense des exploités. Il fallait toute la variété des connaissances des philistins allemands pour aboutir à une « théorie » d'après laquelle les « puissances

sociales » signifient le nombre, l'organisation, la production et la distribution, en un mot l'activité et l'instruction.

Si le paysan à la campagne, l'ouvrier à la ville font violence, pendant la révolution au propriétaire foncier et au capitaliste, cela ne signifie pas la dictature du prolétariat, la violation des exploiteurs et oppresseurs du peuple ce serait « la violation des puissances sociales ».

Cet exemple a un côté comique, mais il caractérise bien l'opportunisme actuel, dont la lutte contre le Bolchevisme de ridicule. L'affaire la plus utile et la plus urgente pour l'Europe et pour l'Amérique, semble être d'entraîner la classe ouvrière, tous les éléments pensants dans le mouvement Mencheviste international, pour lutter contre le Bolchevisme.

Nous devons ici poser la question : Comment s'expliquer la persistance de cette tendance en Europe, et pourquoi l'opportunisme est-il plus fort dans l'Europe occidentale que chez nous ? C'est que les pays avancés ont toujours basé leur culture sur l'exploitation d'un milliard d'opprimés ; parce que les capitalistes des pays occidentaux profitent davantage des pays étrangers opprimés que des vols des ouvriers de leurs propres pays.

Avant la guerre on comptait que les pays riches, tels que l'Angleterre, la France et l'Allemagne réalisaient, rien que par l'exportation du capital à l'étranger, sans autre source de revenu, de 8 à 10 milliards par an.

Bien entendu, on pouvait prélever sur cette somme importante un demi-milliard pour payer les meneurs ouvriers, l'aristocratie ouvrière et autres frais de corruption. Et il s'agissait effectivement de corruption.

Cela se produisait de toutes les manières : par le développement de la culture dans les grandes centres, par la fondation d'institutions d'éducation, par la création d'innombrables fonctions pour les chefs des coopératives et des syndicats et pour les parlementaires. Cela se passe partout où dominent les rapports capitalistes modernes.

Et ces milliards constituent la base économique de l'opportunisme dans les mouvements ouvriers.

En Amérique, en Angleterre, en France, nous constatons une puissance plus grande des chefs opportunistes, des meneurs de la classe ouvrière, de l'aristocratie ouvrière qui opposent une forte résistance au mouvement communiste. C'est pourquoi nous devons nous attendre à ce que les partis ouvriers de l'Occident et des Etats-Unis se guériront de cette maladie plus difficilement que chez nous. Nous savons que depuis la fondation de la Troisième Internationale il a été fait beaucoup dans le domaine de la lutte contre cette maladie ; mais nous n'avons pas encore atteint le but final. Il reste encore fort à faire pour nettoyer les partis ouvriers, les mouvements prolétariens du monde entier de l'influence bourgeoise, de l'opportunisme qui ravage leurs milieux. Je ne veux pas énumérer ici les moyens concrets de lutte ; je les ai indiqués dans les thèses déjà publiées. Ici, j'ai l'intention d'indiquer les profondes racines économiques de ce phénomène.

La maladie est devenue chronique, sa guérison sera plus lente que ne le pensaient les Opportunistes. Notre principal ennemi, c'est l'Opportunisme. Dans les sphères supérieures du mouvement prolétarien, l'Opportunisme n'est point prolétarien, mais il représente le socialisme bourgeois. Il est pratiquement démontré que ceux des chefs du mouvement ouvrier qui adhèrent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes. Sans la direction qu'ils impriment au mouvement ouvrier, la bour-

geoisie n'aurait pu se maintenir. C'est ce que prouvent non seulement le régime de Kérensky en Russie, mais aussi la République démocratique allemande, avec son gouvernement social-démocrate, et les rapports d'Albert Thomas avec son gouvernement bourgeois. Par ailleurs, on peut facilement le démontrer par des expériences analogues en Angleterre et en Amérique. C'est lui notre ennemi principal, et il s'agit de le vaincre. Il faut que nous quittions ce Congrès avec la résolution de mener jusqu'au bout cette lutte dans tous les partis. C'est là notre tâche principale. En comparaison de ce travail, le redressement des fautes des « gauches » du communisme est chose facile. Dans toute une série de pays, un antiparlamentarisme se fait jour, qui est représenté moins par les petits bourgeois que par l'avant-garde du prolétariat. Ils manifestent leur haine du vieux parlementarisme, une haine contre l'attitude des chefs parlementaires dans des pays comme la France, l'Angleterre et l'Italie. L'Internationale Communiste doit publier ses directives; il faut qu'elle familiarise tous les camarades avec l'expérience russe, qu'elle fasse mieux connaître l'importance d'un parti politique vraiment prolétarien. C'est là l'objet de notre effort. La lutte contre ces défauts et ces erreurs du mouvement prolétarien sera mille fois plus facile que la lutte contre ceux des bourgeois qui, comme réformistes des vieux partis, adhèrent à la Deuxième Internationale et qui dirigent l'action de leurs partis moins dans le sens prolétarien que dans le sens bourgeois.

Camarades! A la fin, je veux encore attirer votre attention sur un point. Le président a dit que ce Congrès méritait le nom de Congrès mondial. Je crois qu'il a particulièrement raison de le dire, puisqu'il y a ici présents un grand nombre de représentants des mouvements révolutionnaires coloniaux et des pays arriérés. C'est seulement un faible commencement, mais il est important que ce commencement soit fait.

A ce Congrès se fait l'union des prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés avec les masses révolutionnaires des pays où il n'y a point de prolétariat, ou presque pas; avec les masses opprimées des pays coloniaux d'Orient. Et il dépend de nous, — je suis convaincu que nous le ferons — de rendre durable cette unification. L'impérialisme mondial s'écroulera lorsque l'assaut révolutionnaire des ouvriers exploités et opprimés qui se dresseront à l'intérieur de chaque pays contre les éléments bourgeois et contre l'aristocratie ouvrière, se soudra à l'assaut révolutionnaire des millions de travailleurs qui, jusqu'à présent, restaient en dehors de l'histoire et ne figuraient que comme victimes. La guerre impérialiste a favorisé la révolution; la bourgeoisie y a fait venir des soldats des colonies et des pays arriérés. La bourgeoisie anglaise a persuadé aux soldats hindous qu'il était dans l'intérêt du paysan hindou de défendre la Grande-Bretagne contre l'attaque allemande; la bourgeoisie française a essayé de convaincre ses coloniaux que c'était l'intérêt des Noirs de sauver la France. On leur a appris à manier les armes. C'est là un apprentissage bien utile et nous en pourrions exprimer notre gratitude à la bourgeoisie — le remerciement de tous les ouvriers et paysans russes et en particulier celui de l'Armée Rouge. La guerre impérialiste a entraîné les peuples dépendants dans l'histoire mondiale. Maintenant, c'est une de nos tâches principales de voir où il conviendra de poser la première pierre de l'édifice soviétique dans les pays non capitalistes.

Les Soviets y sont possibles. Ce ne seront pas des Conseils d'ouvriers, mais des Conseils de paysans, ou d'artisans. Cela demandera de gros

efforts. Il y aura beaucoup de difficultés à surmonter; des erreurs sont inévitables.

C'est la tâche primordiale de ce deuxième Congrès d'élaborer ou d'indiquer les bases pratiques pour que le travail de propagande mené jusqu'ici parmi des millions d'hommes d'une manière inorganisée soit désormais développé d'une façon organisée et systématique. Un an environ après le premier Congrès de l'Internationale Communiste, nous pouvons déjà nous dresser devant la II^e en triomphateurs. Les idées soviétiques ne sont pas seulement répandues parmi les ouvriers des pays civilisés, elles ne sont pas comprises et acceptées seulement par eux; dans tous les pays, les ouvriers se moquent des malins, parmi lesquels figurent nombre de soi-disant socialistes, qui solutionnent scientifiquement la question du « système des Soviets », comme disent les Allemands, où « l'idée soviétique », comme disent les socialistes anglais de la « Gilde ». Ces solutions du « système des Conseils » ou de « l'idée soviétique » n'ont pour but que d'aveugler les ouvriers. Mais les ouvriers ne s'y laisseront pas prendre et renverseront l'obstacle en saisissant l'arme que leur ont apportée les Soviets.

Le rôle et l'importance des soviets sont maintenant compris également par les ouvriers des pays orientaux.

Le mouvement des Soviets a commencé maintenant dans tout l'Est, dans toute l'Asie, chez tous les peuples coloniaux. Il est facile de comprendre que l'exploité doit former des Soviets pour se dresser contre son oppresseur. D'après notre expérience, après deux ans et demi d'existence de la République Soviétique en Russie, après le premier Congrès de la III^e Internationale, des millions d'exploités du monde entier se sont imprégnés de cette vérité, et lorsque nous sommes parfois obligés en Russie de faire des compromis parce que nous sommes plus faibles que les impérialistes internationaux, nous savons pourtant que les intérêts que nous défendons sont ceux d'un milliard 1/4 d'habitants. Pour le moment, nous nous trouvons encore en présence d'obstacles que nous opposent les préjugés et l'ignorance, et qui chaque jour rentrent dans le domaine du passé; mais il s'affirme que nous représentons effectivement et défendons 70 pour cent de la population mondiale, la masse des producteurs et des exploités. Nous pouvons le dire avec fierté : Au premier Congrès, nous n'étions, à vrai dire, que des propagandistes; nous n'avions communiqué au prolétariat du monde entier que nos idées fondamentales, nous l'avions appelé à la lutte, nous demandions : Où sont les hommes capables de s'engager dans cette voie?

Aujourd'hui nous avons partout un prolétariat avancé. Partout existe, non parfaitement organisée, il est vrai, une armée prolétarienne et quand nos camarades internationaux nous auront aidé à constituer une armée unique, rien ne pourra plus nous empêcher de mener notre œuvre à bonne fin. Cette œuvre est celle de la révolution prolétarienne mondiale; elle consiste à fonder la République Mondiale. (*Applaudissements prolongés*).

N. LENINE.

Dix ans après Livourne

BORDIGA

Nombreux sont ceux qui, dans l'Internationale, en apprenant l'exclusion d'Amadeo Bordiga du parti communiste italien, se sont demandés avec surprise comment il se faisait qu'il appartenait encore à l'Internationale. En effet, si l'on tient compte de l'œuvre de dévastation poursuivie au sein des partis par la direction de l'Internationale d'après la mort de Lénine, on a le droit d'être étonné que Bordiga n'ait pas été exclu bien plus tôt. Cela s'explique non pas parce que dans le parti italien on a appliqué des méthodes plus « larges » envers l'opposition de gauche, mais à cause de la particularité de la situation italienne qui oblige notre parti à vivre dans l'illégalité la plus absolue depuis quatre ans, c'est-à-dire juste depuis le moment où l'on introduisait la méthode des mesures administratives et la déportation envers l'opposition de gauche en URSS. On doit donc à la situation de notre pays que la crise du parti italien ait suivi un rythme plus lent, et que plusieurs camarades de la « gauche italienne » puissent aujourd'hui encore rester dans le parti. S'ils peuvent y rester c'est parce que Mussolini les garde en prison. D'autre part, l'exclusion de Bordiga a pu être facilement exécutée par le C. C. du P. C. italien actuel, justement à cause de l'état de l'organisation de notre parti en Italie. Mais de tels succès sont d'autant plus superficiels qu'il a été facile à notre bureaucratie de les remporter. A elle seule la manière dont Bordiga a été exclu suffit à le prouver.

C'est à un ancien syndicaliste passé au maximalisme et resté maximaliste (Di Vittorio), c'est à un type de ce genre que le Comité Central du parti confia en mars dernier la tâche de « procureur général » contre Bordiga. La conclusion, selon Di Vittorio, que « Bordiga n'avait jamais été un communiste » et « qu'il fallait le jeter dans le groupe merde (sic) », fut applaudie par le C. C. de mars. Il espérait ainsi boucler son compte à la « gauche italienne ». Mais il donna seulement la preuve qu'il s'était réellement enlisé dans la matière malodorante si chère aux Di Vittorio.

La personnalité, la taille révolutionnaire de Bordiga ne peut

être en rien amoindrie ou entamée par les mensonges et les écrivasseries des philistins qui s'arrogent aujourd'hui le droit de parler au nom de la direction du parti communiste italien. Il ne s'agit pas ici de chanter les louanges de Bordiga pour m'innoncer de la lutte que j'ai menée dans le passé contre la gauche italienne et de la grave faute commise même en mars dernier, en votant les mesures proposées par cette Centrale. Déjà Staline, en voulant créer un alibi à tous les capitulards, a affirmé au 16^e Congrès du parti russe que « reconnaître ses propres erreurs c'est une chose qui ne peut pas diminuer, mais qui, au contraire, grandit un camarade en face du parti ». Vérité, sans doute, pour un parti bolchévik. Mais la pratique stalinienne nous prouve justement le contraire : les véritables erreurs sont cachées, et celles qu'on dénonce servent non pas à apprendre la vérité au parti et à la classe ouvrière, mais à les tromper une fois de plus sur la prétendue « infailibilité générale » de la direction. Lorsque reconnaître ses propres erreurs ne signifie pas capituler devant les erreurs réelles, comme il arrive dans le système stalinien, il est alors certain que cette reconnaissance ne diminue, et ne peut pas diminuer, un camarade. Mais ce n'est pas de mes « erreurs » que je me propose ici de parler. Le fait que j'ai donné mon adhésion à l'opposition de gauche internationale, est la preuve et la garantie que je considère comme une erreur très grave d'être resté si longtemps sur des positions qui ont amené au renforcement du centrisme au sein de notre parti et dans l'Internationale. Mais il est aussi clair que ce fait ne m'ôte aucunement le droit et le devoir de préciser mes points de vue sur les problèmes qui nous ont séparés et qui peuvent encore nous séparer des camarades qui suivent Bordiga, c'est-à-dire des camarades de la gauche italienne.

**
*

Dans notre parti (y compris les rédacteurs de *Stato Operaio*) nous nous sommes toujours accordés à reconnaître à Bordiga comme son mérite le plus grand, d'avoir entrevu le premier et d'avoir posé avec la plus grande clarté dans le mouvement ouvrier italien l'exigence pour le prolétariat de créer un parti solidement fondé sur le programme communiste-marxiste. C'est à cause de l'absence d'un tel parti que la révolution prolétarienne italienne essuya en 1920 une défaite.

Par contre, nous avons reproché à Bordiga de sous-estimer le contenu prolétarien du parti communiste et d'envisager son rôle d'un point de vue sectaire, en propagandiste plutôt qu'en homme politique de la classe ouvrière. S'agissait-il, s'agit-il de reproches bien fondés ?

Si nous examinons le cours entier de l'activité révolutionnaire de

Bordiga, nous devons reconnaître que le courant représenté par lui est le courant qui a sans contredit les plus profondes racines et les plus anciennes traditions marxistes au sein du mouvement ouvrier italien. On a parlé de « marxisme napolitain », d'« école communiste partenopéenne », de « manifestation méridionaliste » voire « paysanne » etc..., dans le but de conférer par là un caractère provincial et anti-prolétarien à l'idéologie de la gauche italienne, représentée par Bordiga, qui est par dessus le marché un « napolitain d'importation ». En effet, même l'ironie ne tient pas. Bordiga est un piémontais, fils de piémontais; et quant à ses partisans, il les a eu — pour la plus grande partie — à Turin, à Milan et dans d'autres centres du Nord. Déjà la fraction abstentionniste (la vieille fraction de Bordiga au sein du parti socialiste italien) était, quant à sa composition sociale, en majorité composée d'ouvriers appartenant aux sections des villes industrielles du Nord. Même la culture de Bordiga n'est pas une culture « méridionale ». Partant, la tentative d'expliquer le « bordiguisme » comme un produit de la société méridionale et précisément comme l'idéologie des milieux paysans et petits-bourgeois du Midi, n'est pas sérieuse.

Ce qu'on appelle le courant « bordiguiste » est — comme je l'ai dit — le courant qui se relie aux plus lointaines traditions marxistes et internationalistes du mouvement ouvrier italien. Dans la lutte contre les infiltrations des courants bourgeois dans le mouvement ouvrier italien, Bordiga est celui qui tient sans contredit un des plus grandes et des plus anciennes places. Ce n'est pas par hasard (et les Di Vittorio de la direction actuelle du parti le savent très bien), qu'après la défaite de 1920, tant à Imola qu'à Livourne, Bordiga s'est trouvé à la tête des communistes qui fondèrent il y a dix ans le parti, dont Bordiga a été le premier secrétaire. (Quel changement depuis Livourne jusqu'à aujourd'hui dans les organes de direction de notre parti : de Bordiga, à Ercoli et Garlandi ce qui équivalait à descendre des grands vertébrés aux mollusques!).

Dans la lutte contre la franc-maçonnerie, contre le réformisme, contre le bloccardisme et le centrisme, — vieilles maladies du mouvement ouvrier italien, — la bataille de Bordiga se poursuit sans interruption, depuis les années de sa première jeunesse, avant la guerre, dans la II^e Internationale, jusqu'à l'après-guerre dans les rangs de l'Internationale Communiste. Or, la lutte pour le triomphe des principes marxistes dans le mouvement ouvrier n'est que la lutte pour pénétrer ce mouvement d'esprit révolutionnaire. Par conséquent l'accusation lancée contre Bordiga et ses camarades, de sous-estimer le contenu social du parti communiste est en dernière analyse une accusation dépourvue de fondement. Si un moment on a pu la croire justifiée c'est parce que l'on a fait l'erreur d'attribuer à Bordiga la

fausse conception du parti « inter-classiste », en se basant sur une définition donnée par lui du parti communiste : « Synthèse de tous ceux qui acceptent le programme communiste ». Au point de vue formel, la définition donnée par Bordiga du parti communiste — « synthèse de tous ceux qui acceptent le programme communiste » — peut prêter à une interprétation selon laquelle on remplace par une base inter-classiste (appuyée sur plusieurs classes) la véritable base prolétarienne du parti communiste. Mais la logique formelle n'est pas la dialectique marxiste. Ce qui distingue un parti communiste d'un parti contre-révolutionnaire n'est pas seulement et surtout sa base ouvrière (le Labour Party est quand même un parti ayant une large base ouvrière). Le parti communiste se distingue surtout par son programme marxiste et par sa politique s'inspirant de ce même programme déterminé. La lutte pour le programme marxiste est donc la lutte au cours de laquelle les meilleurs combattants de la classe ouvrière se groupent dans le parti communiste; c'est la lutte pour un parti véritablement prolétarien, car seul le prolétariat est le porteur et le réalisateur du programme marxiste. Ce qui explique bien le fait que la composition sociale de l'ancienne fraction de Bordiga, la gauche italienne, contrairement aux petites formules mises en circulation sur le caractère petit-bourgeois et *méridional* (paysan) de l'idéologie de Bordiga, a toujours été en majorité composée de prolétaires des villes du Nord; et il en est toujours ainsi.

**
*

Sur quelles bases alors, se demandera-t-on, s'est réalisé en Italie notre rupture avec Bordiga, étant donné que son courant est relié aux plus anciennes traditions marxistes du mouvement ouvrier italien. Le problème qui se pose ici ne touche pas au « cas de conscience » d'une ou de deux personnes, à l'attitude de tel ou de tel autre camarade : c'est le problème même de la formation de notre parti et de l'I. C. Comme les autres sections de l'Internationale, le parti communiste italien aussi est né de l'aile gauche, de l'aile marxiste qui s'était détachée de l'ancien parti socialiste. La lutte des tendances qui s'est poursuivie au sein de l'I. C. ne s'est pas déroulée sans avoir aussi ses répercussions au sein de notre parti. Nous nous sommes séparés de Bordiga sur beaucoup de questions sur lesquelles Bordiga s'est trouvé en contradiction avec l'Internationale. Déjà en 1919, au Congrès de Bologne, l'aile marxiste du mouvement socialiste s'était scindée sur une question de tactique, mais en réalité était une question de principe et de programme : la question de la participation aux élections et de l'abstentionnisme. Mal posé, le pro-

blème ne pouvait être que mal résolu. La lutte fut engagée sur la participation ou l'abstention des luttes parlementaires, tandis que le problème révolutionnaire du moment était : scission avec les réformistes, ou parti de deux classes (bourgeois et prolétaires, réformistes et marxistes) ? Le problème des élections masqua le problème révolutionnaire ; et le triomphe fut ainsi assuré au centrisme de Serrati.

Lénine intervint et formula la question dans ses vrais termes. « Bordiga a tort, — affirma-t-il — de poser le problème de l'abstention, mais il a raison de réclamer la scission avec Turati, avec les réformistes » (voir Lénine : *La maladie infantile du communisme*).

A 12 ans de distance du Congrès de Bologne, chacun se rend compte à présent que sans le parti de la révolution toute issue victorieuse de la révolution est impossible. Mais comprendre en 1919 cette vérité était un peu plus difficile. Si ce fut sans doute une erreur de placer la question de l'abstention au premier plan, ce fut une erreur mille fois moins grave pour le sort de la révolution prolétarienne en Italie que d'avoir favorisé en 1919 à Bologne le triomphe de tout ce qui végétait de plus pourri au sein du parti socialiste, le triomphe du soi-disant maximalisme électionniste ou maximalisme réalisateur, dont la victoire a été le prélude de la défaite de septembre 1920. C'est là une responsabilité à laquelle ne peut pas se soustraire l'aile marxiste qui se groupait autour de l'*Ordine Nuovo* de Turin. (Tout récemment nous avons assisté à la reproduction au sein de notre parti du phénomène des épigones. Il s'agit des épigones qui se réclament de Gramsci ; mais heureusement pour Gramsci, il avait pris soin de se prémunir à l'avance. Dans un de ses écrits inédits de 1924 — documents que les rédacteurs de *Stato Operaio* feraient bien d'exhumer des archives et de publier, — à propos de la question du « groupe de l'*Ordine Nuovo* », Gramsci arrivait à la conclusion que ce groupe (Gramsci, Terracini, Tasca, Togliatti) n'avait en réalité jamais existé ; ce qui est, du reste, prouvé aussi par l'attitude ultérieure de chacun. Quant à l'avocat Togliatti, puisque, dans la nécessité de se procurer d'une manière quelconque un titre d'appartenance à la classe ouvrière il a chargé ses « familiers » de rappeler le rôle tenu par lui dans le mouvement dit de l'*Ordine Nuovo*, il ne sera pas inutile de rétablir aussi à ce sujet la vérité. Or, dans cet écrit inédit mentionné et qu'on peut lire dans les archives du parti, écrit qui se rattache à une autre période de notre crise intérieure (celle de 1924) à propos de Togliatti, Gramsci en traçait dès alors les caractères essentiels, en rappelant que, rien qu'à six mois de distance, sur la question des Conseils d'usine (c'est-à-dire sur la question qui avait été la base du mouvement de l'*Ordine Nuovo*), Togliatti s'était signalé déjà par sa facilité à faire des pirouettes, en sautant des positions défendues par Gramsci aux positions de Tasca. Une fois fondé le parti com-

muniste et appelé en qualité de rédacteur en chef au *Communiste* à Rome, Togliatti avait été complètement absorbé par la personnalité de Bordiga. Naturellement le transformisme de Togliatti ne devait pas s'arrêter là comme la suite des événements l'a prouvé).

L'erreur commise par Bordiga et par le *Soviet* de Naples dans la question de l'abstentionnisme reste toujours une erreur; mais — historiquement — on doit admettre que l'erreur du courant de l'*Ordine Nuovo*, qui en 1919, avant le Congrès de Bologne, ne sut pas poser nettement et avec toute l'âpreté nécessaire le problème de la fondation d'un parti uni, homogène, prolétarien, c'est-à-dire le problème de la scission comme Lénine l'indiqua, avec le réformisme, a été infiniment plus grave. Faute de ça, la vague révolutionnaire ne pouvait que sombrer dans la défaite de septembre 1920.

Par la reconnaissance réciproque de ces erreurs, l'aile marxiste du parti socialiste qui s'était scindée au Congrès de Bologne en 1919, retrouva son unité dans la « Fraction communiste » qui prit le nom d'Imola, siège de sa fondation, et qui fut et reste encore le seul noyau fondamental du parti communiste italien.

Naturellement toutes les dissensions avec Bordiga n'étaient pas surmontées, bien qu'elles apparaissent cette fois sur une ligne et sur un plan différents, étant donné la fondation du parti communiste italien et son affiliation à la III^e Internationale. Cette fois-ci encore les discussions touchaient aux mêmes questions : nature et rôle du parti, rapports entre parti et les masses, et prirent le même aspect de dissensions tactiques. Mais la lutte ne se déroulait plus maintenant entre Serrati et Bordiga, entre la gauche du parti socialiste italien et le centrisme maximaliste : la lutte se présentait désormais — dans les Congrès de l'Internationale — entre Lénine-Trotsky d'un côté et Bordiga de l'autre, sur le problème de l'orientation vers les masses, du front uni, c'est-à-dire de la manière de créer des partis communistes de masses, de conquérir la majorité de la classe ouvrière et de l'entraîner à la lutte pour la dictature du prolétariat.

Cette opposition de Bordiga — particulièrement aux thèses du III^e et IV^e Congrès de l'I. C., élaborées sous la direction politique de Lénine et de Trotsky — créa la légende du « bordiguisme », comme plus tard a été créée la légende du « trotskysme ». « Bordiguisme » fut bientôt synonyme de sectarisme, de maladie infantile du communisme, de déviation ultra-gauchiste, etc...

Personnellement je pense que plusieurs des critiques faites à Bordiga et à son courant par l'Internationale dans la période de la direction léninienne de celle-ci, soit sur la question du front uni, soit sur la tactique pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière et, en général, sur les relations entre le parti et les masses, sont encore justes. Je crois que l'opposition de gauche internationale devra en-

core beaucoup discuter sur ces problèmes. Mais si les camarades de la « gauche italienne » ont tort de prétendre opposer à « l'infailibilité générale » de la ligne stalinienne leur propre « infailibilité », — nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les résultats désastreux obtenus par certaines méthodes politiques et d'organisation contre lesquelles Bordiga a depuis longtemps adopté l'arme de l'opposition et de sa brûlante critique. Toutefois, du fait que le cours de l'Internationale, après la mort de Lénine, a mené à l'opportunisme et à son dérivatif naturel, l'aventurisme, on ne peut pas déduire que toute la critique de Bordiga à l'Internationale a été juste.

Par exemple : sur le problème du front uni. Il est vrai que la tactique du front uni a mené à l'opportunisme et a généralement donné de mauvais résultats; mais est-ce que cela peut signifier que la tactique du front uni est à cause de tout cela condamnée et à condamner? La lutte économique peut mener à l'économisme, au réformisme; mais est-ce que parmi nous il y a quelqu'un qui pense abandonner la lutte économique, démolir les syndicats, renoncer à la revendication de contrats de travail, et ainsi de suite, parce que la pratique de tout cela a amené au triomphe du social-réformisme et à la trahison du mouvement ouvrier? La mauvaise application d'une méthode ou d'une tactique n'est pas suffisante pour affirmer que cette méthode et cette tactique sont fausses et par suite mauvaises. Le centrisme a discrédité non seulement la tactique du front uni, mais il est en train de discréditer l'idée même du Communisme. Or, nos armes, nous les dirigeons non contre le Communisme, mais contre ceux qui discréditent le Communisme. Par ce fait même, nous luttons non contre la tactique du front uni, mais contre l'application *opportuniste et capitularde* de la tactique du front uni. Sur ce problème, comme je l'ai dit plus haut, il faudra encore beaucoup discuter. Mais, à part cette discussion que nous pouvons et nous devons mener avec les camarades de la gauche italienne, ce qui est indéniable c'est que l'opposition de Bordiga à la politique et aux méthodes de direction internationale, et en particulier à la politique et aux méthodes qui ont triomphé au V^e Congrès sous la direction de Zinoviev, s'est révélée une opposition fondamentalement juste soit sur le terrain de l'Internationale, soit sur le terrain des questions italiennes.

Sur le terrain de l'Internationale, il suffit de relire la simple chronique des faits depuis 1923, défaite en Allemagne jusqu'à la défaite de la Révolution en Chine, à l'exil de Trotsky, à la situation de l'ancien président de l'Internationale, Zinoviev lui-même. Bordiga a toujours combattu avec une grande énergie les méthodes et la politique de Zinoviev auxquelles il faut remonter si l'on veut expliquer l'origine de la bureaucratisation de nos partis qui a favorisé le triomphe du centrisme et du stalinisme en Russie et dans l'Internationale.

tionale. Au V^e Congrès de l'I. C., en polémisant avec Bordiga, Zinoviev affirma à la tribune internationale : « *Le camarade Bordiga nous accuse d'aller vers l'opportunisme. L'Internationale Communiste n'est pas la II^e Internationale. Mais le jour où le danger de l'opportunisme planerait sur nous réellement je serais le premier, moi, à former la fraction avec Bordiga* ». De la démagogie sans doute, pour le Congrès... Mais le temps est venu où Zinoviev, président de l'Internationale, est passé lui aussi dans le camp de l'opposition de gauche et à la réelle constitution d'une fraction, bloquant avec Trotsky. A propos de ce bloc, en parlant avec Bordiga à Milan (nous étions à la veille des lois d'exception), il s'y déclara opposé, n'ayant aucune confiance en Zinoviev qu'il qualifia d'« *allié très douteux* ». En effet, il avait vu juste car, aux premières difficultés, Zinoviev a capitulé. Mais si une telle capitulation a prouvé une fois de plus quelle est la trempe révolutionnaire de Zinoviev, il est hors de doute que ce n'est pas l'opposition de gauche internationale qui a perdu dans le bloc de Zinoviev avec Trotsky. La capitulation de Zinoviev ayant souligné encore plus énergiquement la vérité que l'opposition de gauche internationale est la seule force capable de régénérer les partis et l'Internationale.

Sur le terrain national, italien, les effets de la politique centriste, de la politique que nous mêmes avons pratiqué sous le contrôle et la direction de l'Internationale, sont encore plus évidents. (Aucun d'entre nous, je crois, ne songe à fixer à la fin de 1929 ou après 1927, la date de naissance de la réaction contre le centrisme avec notre opposition). Il s'est avéré que parfois Ercoli et Garlandi sont allés jusqu'à prétendre théoriser une certaine indépendance de notre parti envers le centrisme bureaucratique des organes de direction de l'Internationale. Mais c'était, alors, la période où les Ercoli et les Garlandi, influencés par Tasca, comme avant ils avaient été influencés tour à tour par Bordiga et par Gramsci, aimaient théoriser les « *exceptionnalités de notre pays* » (phénomène d'exception le fascisme italien, phénomène d'exception la social-démocratie italienne, et pour quoi pas phénomène d'exception aussi notre parti?). Notre parti était devenu *unique* dans l'Internationale. En réalité, puisqu'on a tant parlé de provincialisme à propos de la gauche italienne, il faut bien dire qu'une manifestation d'esprit provincial a été fournie par Ercoli et Garlandi pour qui notre pays était devenu le pays des « *exceptions* », comme il est le seul pays de la « *pasta asciutta* ». J'ai dit en quoi a réellement consisté l'exceptionnalité de notre parti lorsque j'ai parlé du rythme plus lent avec lequel se sont répercutés sur lui les événements de l'Internationale. Une telle exceptionnalité est due à la situation dans laquelle notre parti est né et s'est développé en Italie. Il est né et s'est développé au cours de la guerre civile.

Il a été contraint dès les premiers jours de son existence à une vie à demi clandestine; à une vie entièrement clandestine après les lois d'exception (décembre 1926). Mais ce fait n'a pas été favorable à l'indépendance de notre parti; au contraire, il l'a rendu toujours plus dépendant du centrisme de « Moscou ». Toutefois, si le parti italien n'avait pas opposé une résistance tenace aux hommes de Zinoviev-Boukharine-Staline avant, de Boukharine-Staline après, notre parti aurait été depuis longtemps entièrement liquidé.

On peut affirmer que notre parti a vécu et continue à vivre aujourd'hui encore de l'esprit bolchévik (sans guillemets), de la combattivité révolutionnaire que lui a infusé Bordiga au temps de sa direction. C'est un fait que personne ne peut nier. La haine contre le centrisme et l'opportunisme, la discipline de fer, l'esprit d'abnégation et de sacrifice, l'attachement aux question de principe, sont des qualités entrées jusqu'au fond de notre parti sous la direction de Bordiga; des qualités que toutes les erreurs, toutes les déviations survenues au cours des dernières années sous la direction internationale, n'ont pas détruit. La campagne de calomnies et de bas mensonges contre Bordiga nous apparaît d'autant plus puérile et ridicule, nous donne d'autant plus la mesure de l'impuissance et de la misère de l'actuelle direction des Ercoli et des Garlandi, qu'il est incontestable pour tout prolétaire qui connaît l'histoire de notre parti que c'est à Bordiga principalement qu'est due la possibilité de créer en Italie une organisation communiste de fer, capable de résister à tous les coups de l'ennemi de classe.

C'est Bordiga qui dans les années des fusillades dans les rues d'Italie a su donner aux communistes italiens la capacité et l'ardeur de tout subordonner (famille, soi-même, tout intérêt particulier) à l'intérêt collectif et unique du parti, à la lutte pour la cause prolétarienne.

Examinée sous cette lumière, la misérable campagne morale que la direction officielle fait actuellement mener contre Bordiga, ne peut être autrement définie qu'une campagne authentiquement contre-révolutionnaire, anti-communiste, en tant que campagne destinée à désorienter, à démoraliser les prolétaires italiens, à discréditer le parti communiste en discréditant ses artisans principaux, ses meilleurs chefs.

Mais si notre parti en Italie, soit par la situation objective, soit par sa constitution absolument saine, a eu la possibilité de résister plus longtemps et avec une plus grande ténacité aux germes de la dégénérescence opportuniste, il n'est pourtant pas moins vrai que le processus de formation de notre parti a été interrompu et altéré le jour où, par décision de l'Internationale, la direction de Bordiga a été remplacée. Si le III^e Congrès de notre parti a *légalisé*, validé le

changement établi par la direction internationale, il n'a pas pu en effacer les origines. L'eclectisme, qui avait déjà prévalu au sein des organes de l'Internationale, a été la base sur laquelle a été menée la préparation du III^e Congrès et la condamnation du « bordiguisme ».

La politique suivie par notre parti après les lois d'exception, dans une période où le contrôle et l'impulsion de la base était forcément moins direct et efficace, a mûri les fruits de l'eclectisme triomphant au III^e Congrès : la *duplicité* de la politique aventinienne s'est traduite en effet après les lois d'exception par la théorie connue de la « révolution populaire » développée franchement par Tasca jusqu'à ses dernières conséquences, tandis que les Ercoli et les Garlandi essayent aujourd'hui de s'en excuser en expliquant qu'il s'agissait d'une « petite erreur théorique (d'un cas d'ignorance en somme), restée sans conséquences dans le domaine de la politique active » (Garlandi, *Stato Operaio*). Mais ce n'est pas à l'ignorance de Garlandi ou de n'importe qui que nous pouvons imputer tous les zig-zag suivis dans notre Parti, particulièrement dans ces dernières années. Ils sont le dérivatif naturel de l'éloignement continu qui s'est vérifié dans les organes de direction internationale et dans notre parti de la ligne révolutionnaire du marxisme et du léninisme.

Il y a dix ans à Livourne toutes les forces prolétariennes saines du parti socialiste allaient s'unir pour fonder le parti communiste d'Italie. Aujourd'hui, dans une situation historique nouvelle, le problème se pose de sauver le parti communiste italien de l'œuvre de destruction du centrisme. Il s'agit de mener toute l'œuvre d'éclaircissement nécessaire grâce à laquelle tous les communistes révolutionnaires retrouveront la base de leur unité dans la lutte contre les ennemis du parti et du communisme. Cette œuvre est d'autant plus nécessaire que nous reconnaissons l'urgence d'avoir en Italie un parti solide comme organisation et idéologiquement, pour guider les prolétaires au renversement de la dictature fasciste du capitalisme et à l'instauration de leur propre dictature de classe.

FEROCI.

Le « fascisme » en France et la crise de la bourgeoisie

Tardieu, Steeg, Laval...

Le n° 24 (Août) de la revue *l'Internationale Communiste* contenait un éditorial sur la « crise économique mondiale va s'approfondir ». Le schéma en est très simple. Le voici : la crise économique mondiale va s'approfondir. Les pays européens, particulièrement les pays à base agraire, y sont de plus en plus sensibles; la conséquence politique est une poussée fasciste de la fraction la plus féroce du capital qui veut subjuguier le prolétariat, c'est-à-dire l'empêcher de transformer cette crise en une révolution sociale.

L'auteur complète son tableau ainsi esquissé en donnant quelques exemples de la situation en Pologne, en Allemagne, en Finlande, en Lettonie, et aussi en France.

Citons d'abord les appréciations de l'auteur sur la situation en France : « En France, la lutte contre l'annulation de fait des assurances sociales n'est qu'une étape dans la lutte contre l'offensive fasciste générale que prépare le gouvernement Tardieu contre la classe ouvrière » (p. 1529). « Pour l'instant il suffit de signaler la clôture soudaine de la session parlementaire, clôture que le gouvernement Tardieu a accompagné de gestes nettement dictatoriaux ». (Blum ne parlait pas autrement).

A Dijon, le 1^{er} juin, « Tardieu développa une conception de la réorganisation de l'Etat... Tardieu se prononça catégoriquement contre le libéralisme qui a fait son temps, c'est-à-dire contre la démocratie bourgeoise, contre toute espèce de partage du pouvoir, et contre « l'étatisme socialiste ». Tardieu déclara : « L'Etat démocratique doit être fort. Il est le défenseur de deux représentants de l'intérêt général : le producteur et le consommateur ». Il n'est pas difficile de s'apercevoir que ces déclarations de Tardieu sont, à peine voilée, la proclamation du fascisme (souligné par nous. N.). C'est d'ailleurs dans ce sens que les milieux bourgeois comprirent le discours de Tardieu. Comme l'a fait remarquer le journaliste allemand Tserer, les déclarations de Tardieu « ne se distinguent pour ainsi

dire pas du caractère et de la tendance des discours et des appels fascistes ». Il est certain que Tardieu a poursuivi ce but : *affirmer ses conceptions fascistes*. En clôturant par décret la session parlementaire, le gouvernement français n'a pas caché que l'inaction du Parlement n'est pas due à des motifs politiques fortuits, mais à une tendance générale de principe. »

« Si nous avons exposé d'une façon détaillée le programme du gouvernement français, c'est parce que ce programme de fascisation, d'institution d'une dictature déclarée du capital en France est en train de se réaliser non sous l'effet d'une crise intérieure qui se développe rapidement, mais du fait que *la situation générale de l'Europe pousse la bourgeoisie vers la dictature*. Il va de soi que la bourgeoisie française ne se presserait pas de renforcer sa dictature et de liquider le parlementarisme, si elle ne prévoyait pas l'avènement d'une période de batailles sociales déclarées. La bourgeoisie se hâte de passer à l'offensive dans sa politique générale et aussi dans sa politique qui touche directement aux intérêts de la classe ouvrière. L'annulation de fait de la loi sur les assurances sociales, annulation opérée avec la participation active et directe des socialistes, est un des éléments de l'offensive fasciste générale de la bourgeoisie française. C'est ainsi que la classe ouvrière a jugé la situation et ce n'est pas pour rien que la lutte des ouvriers français contre la nouvelle loi des assurances sociales embrasse des régions de plus en plus grandes...

« L'offensive de la bourgeoisie française, la fascisation de la République, se heurtera à une riposte de plus en plus décisive des ouvriers français, de sorte qu'en France, la crise politique générale ne cessera de se développer en largeur et en profondeur.

« Si, en France, la lutte de la bourgeoisie pour instituer la dictature fasciste aboutit à une terreur contre la classe ouvrière, son parti communiste et ses organisations révolutionnaires de masse, elle n'en revêt pas moins, dans une certaine mesure, un caractère inavoué... » (p. 1531-32).

Telles étaient les contradictions de la « 3^e période » ! La déclaration de Tardieu était une « *proclamation du fascisme* », de la lutte de la bourgeoisie « pour la dictature fasciste » qui aboutit « à la terreur contre la classe ouvrière », mais tout cela garde un caractère... inavoué. Quelle candeur ! Le fascisme est proclamé par le chef du gouvernement bourgeois, la bourgeoisie instaurant la dictature fasciste, répond par la terreur à l'offensive ouvrière, mais tout cela est inavoué. Mais comment le fascisme peut-il être à la fois proclamé et inavoué ?

Au fond, les bureaucrates qui faisaient des discours de Tardieu des paraphrases fascistes, étaient les moins convaincus de ce qu'ils avançaient. Il leur a échappé des aveux non équivoques, comme cela

arrive toujours dans les périodes de « tournant » où chacun remanie son vocabulaire, se contredit, donne un nouveau sens aux mêmes vieux mots, redore de vieilles formules, et s'embrouille terriblement dans le dédale des faits. Dans son n° 24, *l'Internationale Communiste* parle des proclamations fascistes de Tardieu, mais dans son n° 26, Ferrat écrit : « On ne saurait encore parler de crise politique dans le sens que la bourgeoisie ne peut plus employer les anciennes méthodes de gouvernement ».

Mais que doit on croire, le n° 24 ou le n° 26, de la revue du C. E. de l'I. C. ? Car enfin, la domination du fascisme, la proclamation du fascisme, cela signifie certainement le *rejet* des « anciennes méthodes de gouvernement », et l'adoption de *nouvelles* méthodes. Si Tardieu est le héros fasciste de la bourgeoisie, si la loi des assurances sociales est une loi fasciste, la chape de plomb fasciste pour étouffer le prolétariat, alors il est clair qu'il a adopté de nouvelles méthodes de gouvernement, parce que les anciennes ne suffisaient plus à assurer la domination des capitalistes, de la bourgeoisie accablée à la nécessité de surmonter la crise qui risque de devenir chronique, par le rejet d'un nouveau fardeau sur le dos des ouvriers. Sur ce point l'éditorial du n° 24 de l'I. C. sent encore un peu la « troisième période », le vocabulaire de fier à bras de l'appareil stalinien de la « troisième période ». Quant à Ferrat, il s'était déjà un peu reposé dans les eaux tièdes du tournant; il commençait à comprendre que Tardieu, bien qu'il ait été le représentant patenté du grand capital, n'était pas encore son chef fasciste; il soupçonnait même — c'est indiqué dans le même article (*Premières répercussions de la crise économique*, p. 1737) — que Tardieu pouvait bien être déjà passablement usé, et que la bourgeoisie est bien capable, sans nuire à ses affaires, de lui trouver un successeur. C'est la crise économique qui nous vaut cela. L'arrivée de Steeg au pouvoir le montra.

Tout cela ne serait pas mal si ce n'était pas simplement le revers d'une même médaille. L'effigie du fonctionnaire centriste n'est jamais la même sur la face ou le revers de la médaille. Cette fois-ci, sur le revers, nous voyons un Ferrat assagi. D'ailleurs sa sagesse est peu méritoire. L'opposition a exprimé depuis longtemps cette idée. La *Lutte de Classes* avait montré que Tardieu restait le chargé d'affaires démocratique du Capital, et que même sur ce terrain, les interférences croissantes de la crise avaient considérablement affaibli sa position. La clôture brusquée des Chambres ne fut qu'un expédient parlementaire classique, comme cela s'est passé déjà de nombreuses fois. Steeg vient d'en user à son tour. Cela ne ressemble en rien à une « dissolution », comme se l' imagine ingénument le rédacteur de la *Pravda* qui rédige les éditoriaux de *l'Internationale Communiste*.

Mais les excellentes intentions de Ferrat restaient à l'état em-

bryonnaire. Sa position de bureaucrate centriste lui imposait un certain nombre d'obligations, dont la moindre est de se contredire lui-même. En même temps qu'il affirme que la bourgeoisie n'a pas besoin de recourir à de nouvelles formes de gouvernement, il reprend les phrases sur la loi « fasciste » des assurances sociales.

Ferrat et ses supérieurs ont mis des mois à comprendre que la crise économique devait évoluer lentement, tout en s'élargissant, grâce au jeu inéluctable du marché mondial, parce que les éléments économiques propres de l'impérialisme français se trouvaient mieux placés que ceux des autres impérialismes déjà ravagés par la crise. Ils ont aussi mis des mois à comprendre que les hommes politiques de la démocratie capitaliste, dont le rôle est de tenir les rênes de l'état de classe, en assurant, *avec le minimum de frais*, la domination sur le prolétariat et le profit des capitalistes, ne pouvait pas revêtir actuellement le masque fasciste. Mais, l'ont-ils compris? Les brouillards du tournant, pour autant qu'ils laissent transparaître l'aveu d'un Ferrat, abritant aussi les hurlements antifascistes quotidiens de Bonte et de l'*Huma* tout entière.

Quelques mois ont passé depuis que Tardieu se trouvait au sommet de son pouvoir. Les mois de Juillet-Août-Septembre ont été justement les mois durant lesquels la crise mondiale a pénétré avec force dans les limites de la France. C'est le moment à partir duquel la production a commencé à reculer. Nous avons toujours parlé du développement de la crise jusqu'à ce moment-là comme d'une dépression en pente douce. Mais à partir de ce moment il s'est produit une aggravation plus rapide, marquée par le recul de la production et l'apparition du chômage. Parallèlement à cette aggravation, le prestige de Tardieu a diminué aux *yeux mêmes de la bourgeoisie*. Le choix de son successeur s'annonçait, en même temps que la fin de sa politique de « prestige ». C'est à ce moment (mi-décembre 1930) que fut constitué le ministère Steeg.

Ce ministère était à peine constitué que le Bureau politique du Parti publia une résolution sur la situation qui reprenait l'analyse du mois d'août, que nous avons rappelée plus haut. La direction centriste ainsi ne s'est pas fatigué. Ferrat avait fait apparaître quelques lueurs de bon sens. Lueurs aussitôt disparues que surgies. En effet, la Déclaration du Bureau Politique (*Humanité* du 30.12.30) précise qu'entre le ministère Steeg et le ministère Tardieu il n'y a aucune différence, que tous les deux sont des gouvernements fascistes, et que vis-à-vis de l'un comme vis-à-vis de l'autre les « social-fascistes » pratiquent la même politique de soutien — indirect pour le premier, direct pour le second.

Voici exactement ce que déclare cette résolution :

« Steeg n'a pas un autre programme que celui de Tardieu. Tardieu, Steeg, Poincaré, ou un Laval quelconque ne peuvent avoir une autre politique que celle dictée par les intérêts de la bourgeoisie...

« Le gouvernement Tardieu, pour sortir le capitalisme indemne de la crise, apportait aux travailleurs la misère, le fascisme, la guerre. Le gouvernement Steeg n'apporte pas autre chose aujourd'hui et il sera de même d'un gouvernement bourgeois X... demain...

« Quelle différence y a-t-il entre la « paix intérieure » de Steeg et « l'Etat fort » de Tardieu? Cette « paix intérieure » du point de vue des exploités, peut-elle être obtenue sans un « Etat fort », c'est-à-dire sans un Etat fasciste? « Paix intérieure », « Etat fort » deux formules : un même programme...

« Il faut abattre le fascisme, non seulement en tant que programme de certains organisations fascistes, mais en tant que système de gouvernement, quelle que soit la formation ministérielle au pouvoir.

« Le gouvernement « démocratique » Steeg est chargé de liquider les derniers vestiges de la démocratie ».

Ces déclarations nous ramènent aux caractéristiques données par l'*Internationale Communiste* et en général par la presse du Parti au mois d'août et dans les mois précédents. Elles établissent clairement que la perspective politique du parti reste toujours aussi fautive, nullement articulée sur le déroulement véritable de la situation : en effet, pour elle le système de gouvernement actuel est le fascisme, soutenu par le « social-fascisme ». Telle était pour elle la situation au début de l'année et auparavant (dès le début du premier ministère Tardieu). Telle est actuellement la situation. Et telle sera la situation demain. Cette théorie est immuable; même à travers les sinuosités du tournant, elle a persisté. Les directions du parti passent, elle dure.

Mais comment cela est-il possible, alors que la situation se développe, que la crise économique et sociale épouse chaque mois des formes nouvelles, que le mouvement de la mécanique des classes ne cesse pas de se transformer? A chaque étape nouvelle du développement de la situation, la direction du parti n'oppose pas autre chose que la même théorie du gouvernement fasciste. C'est qu'elle ne comprend rien au développement des étapes, à la dynamique de la crise capitaliste. Elle confond les périodes, et aboutit toujours dans ses analyses à un résultat algébrique qui est le gouvernement fasciste.

**
*

La caractéristique du fascisme est inconnue aux camarades du parti qui ne peuvent l'apprécier qu'à travers la presse centriste. Les directions du parti ont d'une manière générale vidé tous les termes du vocabulaire communiste de leur sens de classe précis. Sous l'étiquette « fasciste » ils ont mis, suivant le tournant qu'ils pratiquaient momentanément, diverses choses. Il en est résulté un obscurcissement de la conception marxiste du fascisme, auquel on en est venu à donner un sens purement psychologique : le fascisme est devenu tout simplement l'équivalent d'un régime de violence et d'oppression. Or, comme la domination de la bourgeoisie n'est assise en général que sur la rapine, l'oppression et la violence, il s'en suivait que toutes les formes de domination de la bourgeoisie peuvent être appelées fascistes. C'est de cette manière que l'appareil de l'Internationale, sous la haute direction idéologique de Staline, a complètement perdu la capacité d'analyse marxiste, ce qui a des conséquences — fatales depuis 1924 — dans le domaine de la tactique et de l'action du prolétariat révolutionnaire.

Trotsky a donné en différents endroits des caractéristiques du fascisme. « Le fascisme, écrivait-il, peut, selon les pays, avoir des aspects divers, une composition sociale différente, c'est-à-dire se recruter parmi des groupes différents; mais il est essentiellement le groupe combattif des forces que la société bourgeoise menacée fait surgir pour repousser le prolétariat dans la guerre civile. Quand l'appareil étatique démocratique-parlementaire s'empêtre dans ses propres contradictions internes, quand la légalité bourgeoise est une entrave pour la bourgeoisie elle-même, cette dernière met en action les éléments les plus combattifs dont elle dispose, les libère des freins de la légalité, les oblige à agir par toutes les méthodes de destruction et de terreur, c'est là le fascisme ». (L. Trotsky. *Des perspectives de l'évolution mondiale*, 1924. — *Europe et Amérique* p. 15).

Plus tard il écrivit de nouveau : « L'Opposition expliquait que la bourgeoisie n'avance son aile fasciste qu'à l'instant où un péril révolutionnaire immédiat menace les bases mêmes de son régime, lorsque les organes normaux de l'Etat bourgeois se trouvent être insuffisants. En ce sens le fascisme actif correspond à un état de guerre du côté de la société capitaliste contre le prolétariat insurgé ». (L. Trotsky. *Critique des thèses fondamentales du Projet de programme de l'I. C.* 1928. — *L'Internationale Communiste après Lénine*, p. 206).

Telle est l'attitude marxiste fondamentale vis-à-vis du fascisme comme phénomène de classe spécifique. Il est clair que le fascisme

dans la lutte de l'Etat bourgeois pour son existence correspond à la période où il ne lui reste pas d'autre ressource que l'appel aux forces armées, recrutées en grande partie parmi la petite bourgeoisie ruinée et trompée par des appels démagogiques qui brisent les cadres de la légalité bourgeoise démocratique *pour essayer d'abattre le prolétariat*. C'est dire que le fascisme apparaît — sous des formes diverses — lorsque la bourgeoisie ne peut plus contenir le prolétariat par des moyens normaux, lorsque les ouvriers se dressent ouvertement et de plus en plus résolument contre l'Etat bourgeois. Si nous avons indiqué à plusieurs reprises, dans les mois passés que le gouvernement bourgeois en France n'était pas fasciste, et pas encore sur la voie du fascisme, c'est d'une part parce que la crise économique n'avait pas encore de caractère de gravité, et ensuite parce que le prolétariat n'était pas dans une période d'offensive mais, dans l'ensemble, dans une période de défensive et même partiellement de recul. C'est ce que la direction du parti, aveuglée par l'optimisme bureaucratique de la « troisième période », ne pouvait comprendre. En décembre 1930 Semard (*Cahiers du Bolchevisme* n° 12) cite la *Vérité* du mois de décembre 1929, dans laquelle l'opposition de gauche affirmait qu'il n'existait pas encore une offensive des masses ouvrières et ajoute : « Ayant ainsi situé l'état du mouvement de masse, les trotskystes ne pouvaient que nier les moyens fascistes de gouvernement et le social-fascisme. C'est ce que fit la *Vérité* de juin, etc... » Indépendamment de sa manière fantaisiste de conjuguer décembre 1929, juin 1930 et décembre 1930, Semard montre justement dans cette phrase, que l'opposition a été conséquente dans son appréciation de la récente période, et que lui-même, par l'affirmation des « moyens fascistes de gouvernement » ne faisait et continue à ne faire, que donner une conclusion « logique » à la fausse caractéristique du niveau et de la signification des luttes ouvrières durant l'année 1929-30 (ou « troisième période »).

Le gouvernement de Tardieu n'était pas le gouvernement du fascisme et celui de Steeg non plus. Peut-être un gouvernement fasciste surgira-t-il dans une étape ultérieure. Mais pour cela il faut que durant cette étape la crise se soit développée d'une façon telle que la bourgeoisie n'ait plus d'autre ressource pour enrayer la poussée prolétarienne que de mobiliser ses troupes de choc en brisant délibérément elle-même ses entraves démocratiques. Mais ce serait aussi le signe d'un développement correspondant de l'offensive ouvrière par le canal de son parti et de ses syndicats révolutionnaires. Or ce n'est pas dans ce sens-là que le parti travaille aujourd'hui. Car la première condition pour lui de se trouver en mesure d'entraîner le prolétariat au combat dans une voie juste, ce serait de donner aux masses une appréciation correcte des différentes phases de la lutte. Et pour

cela, il faudrait renoncer aux schémas de la troisième période. La récente déclaration du Bureau Politique nous montre qu'il n'en est encore rien.

*

Qu'est-ce qu'a été le ministère Tardieu? C'était, nous l'avons souligné maintes fois, le ministère de la grande bourgeoisie financière et industrielle dans une période où la France restait encore isolée, dans ses éléments essentiels, de la crise mondiale. Mais il se trouve qu'au moment même de l'ascension de Tardieu au pouvoir, la crise mondiale s'est révélée par l'effondrement de la bourse de New-York. Au fur et à mesure que la dépression mondiale s'approfondissait et s'étendait, la bourgeoisie française voyait se rapprocher inéluctablement le moment où les effets de la crise se feraient sentir aussi fortement en France que dans les autres pays capitalistes. Le gouvernement de Tardieu s'est trouvé ainsi coincé entre la nécessité de recommander un programme de prospérité et d'ascension du développement économique, alors que la conjoncture internationale devait imposer peu à peu un ralentissement des affaires et aboutir, au milieu de 1930, à l'irruption sérieuse du déséquilibre mondial dans les frontières de la France. Au mois de novembre 1929 nous écrivions dans la *Lutte de Classes* : « Le moment que Tardieu choisit pour rebattre les oreilles de ses glapissements standardisés sur la prospérité, est en même temps celui où le krach colossal de New-York met à nu les dessous de cette célèbre prospérité. Le mythe électoral de Hoover s'effondre devant la réalité de la crise, qu'on a cherché à retarder... Dans son langage de grossier bateleur, Tardieu promet la prospérité au moment précis où les événements mettent directement en cause la possibilité même de cette prospérité, au moment où la Bourse, malgré les flatteries et les encouragements du pouvoir, faiblit sérieusement ».

Depuis cette époque jusqu'au mois de juillet-août 1930 le développement de la crise s'est fait d'une manière lente. Il était caractérisé avant tout par la baisse des valeurs boursières et la chute des prix de gros. A partir de ce moment apparaissent plus que des symptômes, mais les véritables caractéristiques d'un déséquilibre économique profond : recul de la production, chômage, diminution considérable des échanges commerciaux, impossibilité d'investir l'énorme masse des capitaux disponibles.

Parallèlement à ce processus, le prestige de l'équipe Tardieu diminuait aux yeux de la bourgeoisie. Déjà au moment de la formation de son second ministère, en avril 1930, Tardieu, dans sa seconde déclaration ministérielle, avait rabattu beaucoup de ses

prétentions antérieures. Il s'était borné à mettre en valeur non pas tant les progrès que réalisait l'économie française dans le cadre de la crise mondiale, mais les moyens dont le gouvernement allait essayer d'user pour parer aux dangers que la crise mondiale faisait courir de plus en plus sérieusement à l'économie française.

C'est justement pour n'avoir pu — et cela aurait été aussi impossible à un autre qu'à lui — empêcher l'impérialisme français d'être entraîné dans le maëlstrom de la crise, que Tardieu — personnellement compromis avec d'autres ministres dans le krach du financier Oustric — dut quitter le pouvoir.

Durant toute cette période la direction du parti n'a pas su analyser les différents courants qui se sont manifestés dans la bourgeoisie par suite de la crise. Depuis la chute du cartel de gauche en 1926, et l'instauration de l'union nationale sous l'égide de Poincaré, la direction du parti n'a jamais eu qu'une seule explication : quelles que soient les difficultés de l'impérialisme français, la bourgeoisie, prise dans son ensemble, n'a qu'un plan : unir toutes ses tendances pour résister à l'offensive prolétarienne.

De 1924 à 1926 la petite bourgeoisie, les intérêts moyens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture et certaines fractions du capital financier ont essayé d'assumer à eux seuls les charges du pouvoir capitaliste. Mais ils se sont heurtés sans succès aux autres fractions bourgeoises. De cette expérience on pouvait tirer une conclusion juste dans certaines limites, celle qu'aucune des diverses fractions de la petite et moyenne bourgeoisie ne peut assumer à elle seule le pouvoir politique. Mais si l'on généralise cette conclusion en affirmant que, par conséquent, les luttes de fraction ne peuvent plus exister dans le cadre de la bourgeoisie, que désormais toutes les classes bourgeoises sont *définitivement unifiées* sous la direction du capital financier et du capital lourd, on commet une erreur aussi grande, aussi pleine de conclusions néfastes, que celle qui consiste à considérer les luttes qui opposent la petite bourgeoisie commerçante ou agraire au capital financier et industriel, comme un des antagonismes fondamentaux de l'impérialisme.

Pour n'avoir pas compris cela la direction du parti n'a rien trouvé d'autre que de mettre en avant à chaque crise toujours le même schéma sur l'unification des tendances de la bourgeoisie, devant le péril conjugué de la crise économique et de l'offensive prolétarienne.

En réalité il s'est produit durant les deux dernières années, et notamment, durant les 15 derniers mois, une évolution particulière des différentes forces de la bourgeoisie. La résultante politique de cette évolution n'a pas été et n'est pas le fascisme, mais le déploie-

ment des ressources d'oppression de la bourgeoisie dans les cadres de l'Etat démocratique.

En 1926-27 toutes les catégories de la grande bourgeoisie, et de la moyenne bourgeoisie se sont unies devant la nécessité de réorganiser la gestion financière et économique de l'Etat, dans une période de conjoncture ascendante, non seulement en France, mais dans le monde entier. C'est précisément cette situation qui permettait de réduire au minimum jusqu'à les faire momentanément disparaître, les frictions et les luttes internes des différentes couches de la bourgeoisie. Cette période d'essor économique, de « trêve » des partis bourgeois, n'a pas été mise à profit par le prolétariat. C'est en cela que la responsabilité du parti est énorme dans la situation actuelle. La stabilisation du franc, l'augmentation des impôts indirects, le renchérissement du prix de la vie se sont faits entièrement aux dépens du prolétariat. Et c'est pour cela qu'aussi bien les grandes banques, les industriels, que les commerçants, les agriculteurs se sont unis pour rétablir leur situation. Les années 1927 et 1928 ont marqué en effet une période de développement économique ascendant. Mais de cette période le mouvement communiste n'a pas su profiter.

Dès la fin de 1929 la situation apparaissait différente. La crise mondiale s'était beaucoup aggravée. Elle n'atteignait pas encore gravement la France, mais elle faisait déjà pressentir aux plus clairvoyants que ses atteintes deviendront bientôt effectives pour la France elle-même. Peu à peu, au fur et à mesure que les menaces se précisaient, il se produisit des déplacements imperceptibles dans la bourgeoisie. A partir du milieu de 1930 ces déplacements ont pris une figure plus nette. Le problème que les circonstances posaient implacablement à la bourgeoisie, n'était pas la fusion sans distinction de toutes ses forces pour faire supporter au prolétariat seul les frais du rétablissement économique, mais posait aux différentes fractions d'intérêts bourgeois le problème de se décharger non seulement sur le prolétariat, mais aussi sur les autres fractions de la bourgeoisie, de ses propres difficultés. Car la crise mondiale impose son plan de ruine non seulement au prolétariat qui le subit directement sous forme du chômage, d'augmentation du coût de la vie, du haut prix des logements etc..., mais aussi aux petits paysans producteurs individuels, aux commerçants, aux industriels etc...

Le profit global de la bourgeoisie diminue avec l'accentuation de la dépression. Chaque fraction du capitalisme s'efforce de maintenir sa propre part de profit, et bien entendu avant tout aux dépens du prolétariat.

Indépendamment de la qualité de ses membres le ministère Steeg doit être considéré comme une tentative de déplacer dans une certaine mesure le poids de la crise de certaines couches sur d'autres.

La perspective n'est pas celle d'une concentration toujours plus grande des fractions bourgeoises, d'une centralisation plus accentuée de ses méthodes de direction économique et de lutte contre le prolétariat, mais dans une certaine mesure, de frictions internes des différentes tendances pour rejeter leur propre fardeau sur le prolétariat. Et pour cela chaque tendance ou chaque amalgame de tendances emploiera les méthodes et les ressources qui lui paraîtront les plus appropriés.

La méthode de domination fondamentale de la bourgeoisie est toujours la violence. Mais cette violence, dans le régime démocratique, se trouve combiné avec les ressources de la corruption, de l'hypocrisie, de la duperie, qui forment l'arsenal particulièrement fourni de la Troisième République. Il apparaît maintenant que le gouvernement Steeg représente un effort pour combiner, particulièrement dans la période actuelle, la violence et la duperie.

Les mois de juillet-août, moment à partir duquel les dirigeants capitalistes n'ont pu nier la réalité de la crise en France, ont coïncidé avec la mise en application de la loi sur les assurances sociales. Et l'application de la loi a suscité un profond mouvement de grèves, particulièrement dans le Nord. Déjà à ce moment « l'aspirant fasciste » Tardieu (selon l'*Humanité*) laissa au démagogue Laval le soin de tromper les ouvriers par des promesses mensongères.

Laval, avec Jouhaux, Salengro et autres, parvint en effet à liquider la grève rien qu'avec des promesses, et moyennant une concession inexistante de la part du patronat textile (changement du nom de la prime de fidélité en prime de présence).

Maintenant le chômage survient, et étant donné la situation économique générale, il menace de durer tout en s'étendant. C'est pourquoi nous verrons dans la période actuelle des efforts de la bourgeoisie pour faire rendre à l'appareil des syndicats réformistes, et en général à son appareil démocratique tout ce qu'il peut rendre. Avant même d'user contre les ouvriers d'une répression massive et généralisée avec son appareil policier et militaire, la grande bourgeoisie mettra en avant toutes ses ressources social-démocrates. Avant d'en arriver aux « moyens fascistes de gouvernement », la bourgeoisie a encore une étape sérieuse à traverser, qui peut être plus ou moins longue et oscillante.

Pour appliquer une tactique efficace durant cette période, il faut que le parti apprécie correctement la situation, c'est-à-dire avant tout l'enchaînement et le jeu des mouvements de classe aussi bien de la bourgeoisie que du prolétariat.



La période actuelle peut donc se résumer de la façon suivante :

I. — La crise économique mondiale va s'approfondissant. L'impérialisme français est définitivement entré dans son orbite. Le ralentissement de la production, des échanges et de la consommation, le chômage entraînent la diminution du profit de la bourgeoisie.

II. — Les différentes couches de la bourgeoisie (capital bancaire, industrie lourde, agriculture, commerce, etc...) cherchent à tirer le meilleur parti de la situation, d'où des déplacements fréquents et une certaine désunion dans les classes bourgeoises.

III. — Cet état de dépression et d'instabilité économique entraîne un début de crise de l'appareil d'Etat démocratique. Cela ne signifie nullement l'apparition du fascisme. Seule une période d'instabilité aiguë de l'Etat démocratique bourgeois, combinée avec une décomposition rapide des classes moyennes, et une offensive prolétarienne peuvent faire surgir le fascisme.

IV. — La bourgeoisie, particulièrement en s'aidant de son aile gauche, grâce aux socialistes et aux syndicats réformistes tentera une offensive redoublée contre le prolétariat (diminution des salaires, suppression de toutes les libertés). Avec l'approfondissement de la crise, la démagogie socialiste et radicale peut entraîner une agitation portant l'aile gauche bourgeoise au pouvoir en 1932, pour parer aux difficultés de la lutte contre le prolétariat.

V. — Le parti communiste et les syndicats unitaires doivent engager résolument la lutte selon cette perspective, en dressant les ouvriers, par des méthodes justes, contre l'offensive patronale, dans un front de bataille pour utiliser tous les développements de la crise en vue du renversement de la bourgeoisie.

P. NAVILLE.

15.1.31.

Quelle politique l'Internationale Communiste poursuit-elle aux Indes ?

I

Les négociations qui, pendant de longues semaines, se sont poursuivies à Londres, entre les représentants de la bourgeoisie hindoue et Mac Donald, ministre socialiste de la couronne impériale, ont entraîné en longueur.

Un des problèmes qui ont occupé les débats fut le genre de la représentation des Musulmans et Hindous dans la problématique constitution indienne. Et, ici, se font jour, les rivalités des différents intérêts de la bourgeoisie de l'Inde. Etant une minorité, les Musulmans représentent l'élément des propriétaires fonciers, dont l'affermage des terres constitue la principale ressource, tandis que les hindous sont économiquement plus forts, parce qu'usuriers, industriels, ils représentent une force économique capitaliste plus progressive vis-à-vis des premiers.

Défendant leurs intérêts les musulmans réclament des collèges électoraux séparés, afin de se garantir dans les provinces où, contrairement au Punjab et Bengale, ils sont en minorité, tandis qu'au contraire les Hindous exigent un collège électoral unique. Dans ces deux cas, les différents clans de la grande bourgeoisie se disputent une partie du pouvoir. Mais en cela même ils se retrouvent d'accord contre les masses ouvrières et paysannes; tel fut le sens de leur participation à la conférence de la Table Ronde.

En effet l'affermage des terres permet aux propriétaires fonciers, de prélever en moyenne 60 pour cent du produit net de la terre, allant jusqu'aux 7/8 lorsqu'ils fournissent l'outillage. Les usuriers ne restent pas en retard; dans le Punjab le montant de l'endettement s'élève à 80 pour cent des familles (1).

Comme le remarquait justement Winston Churchill : « Ce n'est pas à la Conférence de Londres qu'est le mouvement de révolte, mais aux Indes mêmes, et il faut l'étouffer à tout prix ». A Londres, ce sont les représentants de Rajahs, Musulmans et libéraux acceptant la domination britannique, comme la leur propre. Pendant ce temps la lutte se poursuit aux Indes mêmes avec une différenciation de classe assez accentuée, d'une part la bourgeoisie nationaliste, d'autre part la paysannerie et les ouvriers. Or, par manque de ligne directrice

(1) A. Philip : *l'Inde Moderne*.

n'est qu'une partie des éléments réactionnaires qui est réunie, de la part de l'I. C., la bourgeoisie dirige le mouvement selon ses intérêts propres, antagonistes de ceux des paysans et ouvriers. Les mots d'ordre avancés par la bourgeoisie ne limitent en rien ses privilèges et son exploitation de classe, ils se bornent au boycottage des marchandises étrangères, à un mouvement de non-coopération aux institutions gouvernementales, ainsi qu'à la fameuse campagne du sel, le tout doublé de non-violence. Ainsi donc on voit que ces mots d'ordre « nationalistes » ne sont en rien révolutionnaires, et ne mettent nullement en cause l'exploitation des masses paysannes et ouvrières. Et pour cause; car cela équivaldrait pour la bourgeoisie nationaliste à saper ses propres fondements.

On sait que les masses paysannes sont particulièrement exploitées, que ce soit des *ryots* ou bien propriétaires de leurs terres ou des fermiers, ou *zamindari*. Dans les deux cas elles sont pressurées par l'Etat ou les propriétaires fonciers. Les engager à ne pas payer l'impôt uniquement à l'Etat, c'est-à-dire, aux représentants britanniques, ne se peut évidemment pas sans mettre en cause celui qu'il faut payer aux propriétaires fonciers indigènes. Et c'est là principalement que réside l'aspect fondamental de la révolution agraire. Et ici la bourgeoisie nationaliste a un intérêt commun avec la partie libérale, collaborationniste de la Table Ronde, des grands industriels et financiers. Ces problèmes ont déjà été posés dès 1920-21, à l'apogée du mouvement révolutionnaire, alors que le mouvement de non-coopération impulsé par Gandhi dépassait les bornes marquées, et prenait un caractère nettement accentué par l'intervention des masses. Et dès 1922, le comité exécutif du Congrès arrêtait que le *refus de payer les fermages aux Zamindari est contraire aux résolutions du Congrès et nuisible à l'intérêt national*. On ne peut parler avec plus de netteté. Si nous posons ainsi le problème nous voyons fort bien, que le caractère même de la politique de la bourgeoisie nationaliste est celui d'approfondir son exploitation. En cela le caractère de classe de la bourgeoisie qu'elle aille des collaborationnistes de la Table Ronde aux nationalistes, est celui de toute bourgeoisie, quelle qu'elle soit, d'un pays capitaliste ou colonial. Autrement dit, le caractère social des mouvements coloniaux ne s'élève nullement au-dessus des classes mais en est particulièrement imprégné. Comme toute révolution sociale, c'est l'hégémonie de classe de la bourgeoisie ou du prolétariat qui est en cause.

Le mouvement de non-violence, ou, pour parler plus nettement, l'utilisation en les rendant passifs du mécontentement et de la révolte des masses par la bourgeoisie, risque, inévitablement, de dépasser les frontières que celle-ci a bien voulu lui tracer. Le mouvement paysan croît, de nouveau parviennent, ces dernières semaines, des dépêches confirmant l'existence d'un mouvement paysan en Birmanie, la fermentation croît dans le Bengale et au Penjab. Le motif en est la *résistance au paiement de l'impôt*. Mac Donald, socialiste d'empire, agit en bon socialiste, la bible armée sur son cœur. Lord Irwin, délégué jusqu'en avril, du gouvernement de Sa Majesté vient de promulguer deux ordonnances : interdiction des plus sé-

vères de la liberté de la presse, défense de communiquer des nouvelles sur le mouvement paysan, et d'autre part répression accrue contre le mouvement paysan, et contre tout le mouvement révolutionnaire.

Mais si la bourgeoisie ne peut, évidemment, pas s'élever contre le paiement des impôts, la paysannerie est-elle capable de résoudre elle-même le problème qui l'intéresse? Et ici même nous touchons au caractère de classe de la révolution, et à l'hégémonie du prolétariat dans toute révolution. L'orientation de la révolution est conditionnée par ses participants. Le dilemme est de savoir si la révolution sera bourgeoise ou prolétarienne. Ces deux classes sociales représentent deux étapes bien distinctes de l'évolution économique et politique. La question nationale ne peut se résoudre que dans un sens de classe. Et si nationale que puisse être l'intérêt de la bourgeoisie d'un pays colonial, le problème de sa puissance se pose sur son propre terrain, c'est-à-dire, marche en opposition sur l'arène mondiale avec le capitalisme étranger. Mais la lutte pour son indépendance économique, se trouve être en même temps l'aggravation de l'exploitation à son compte des masses laborieuses. Par là-même se trouve réduite à sa juste limite la capacité « révolutionnaire » de la bourgeoisie coloniale. Et par là même se résolvent les possibilités de la bourgeoisie à résoudre les problèmes de la révolution agraire.

Aux Indes, bien plus accentué qu'en Chine, existe le régime féodal usuraire; la lutte de la paysannerie est une lutte contre la propriété foncière, pour la possession de la terre, c'est là une lutte bourgeoise, en ce sens qu'elle ne dépasse, et ne peut le faire, le stade de l'économie bourgeoise, que seul le prolétariat, se développant en antagonisme avec le capitalisme, peut franchir; sa fin étant la socialisation des moyens de production. Mais le caractère bourgeois de la révolution n'est nullement conditionné par la participation de la paysannerie. Le prolétariat joue son rôle en tant que force motrice principale de l'avenir de la révolution et de son orientation, par suite de l'incapacité de la paysannerie à jouer un rôle indépendant.

Le problème se présente ainsi sous une forme dynamique, qui se développe avec l'attitude de ses participants, qui jouent leur rôle pour solutionner les problèmes de la révolution agraire : l'abolition des rapports féodaux, de la lutte pour l'indépendance nationale, double question qui ne peut être résolue que par le caractère de classe qu'aura le pouvoir. Positivement par celui du prolétariat, négativement par celui de la bourgeoisie. C'est au prolétariat qu'il appartient d'arracher à la bourgeoisie les quelques 200 millions de paysans qui se trouvent sous sa dépendance. Et pour cela il faut au prolétariat hindou qui a déjà fait ses preuves de conscience de classe, un guide, une avant-garde consciente des buts et des moyens, en un mot : *un parti communiste*.

II

Or, qu'a fait jusqu'à présent l'I. C. sous ce rapport?

Poser cette question, c'est mettre en cause toute la ligne politique de la direction actuelle quant aux problèmes coloniaux. Après les fautes accumulées en Chine, on est malheureusement contraint de constater que non seulement la politique de l'I. C. en Chine ne s'améliore pas dans la période actuelle, mais qu'aussi aux Indes, nous assistons à la même politique qui conduisit le prolétariat chinois à la défaite de la deuxième révolution.

Brièvement résumée la politique de l'I. C. en Chine se présente comme ayant été à la remorque de la bourgeoisie, par une croyance opportuniste de l'espèce la plus vile en une capacité révolutionnaire immanente de la bourgeoisie, considération qui aboutit à lier des pieds et des mains le P. C. chinois au Kuomintang bourgeois, le tout avec une stratégie opportuniste de l'évolution graduelle des étapes de la Révolution, c'est-à-dire l'abandon de tout l'enseignement de la Révolution d'Octobre. La formulation en fut « la dictature démocratique » qui eut pour aboutissement la dictature contre-révolutionnaire de Chang-Kai-Chek.

Nous avons vu qu'aux Indes la bourgeoisie est fermement hostile à toute la paysannerie et à la classe ouvrière parce que c'est sur leur exploitation qu'est basée sa domination. Un des problèmes les plus importants de la révolution démocratique c'est-à-dire la révolution agraire ne peut nullement être résolu par elle, parce que mettre en cause la régime foncier de l'Inde, c'est se condamner personnellement. Par conséquent c'est au prolétariat hindou qu'il incombe de réaliser sous sa dictature prolétarienne la révolution démocratique agraire et ainsi souder son alliance avec la paysannerie. Pour ce faire il faut que le P. C. garde une indépendance farouche, sa liberté d'action absolue, ayant en vue la conquête du pouvoir.

En est-il ainsi aux Indes?

III

Il y a quelques années, le logicien conséquent de la politique stalinienne aux Indes était Roy. Nullement indépendant de la politique de Staline en Chine, il en était bien au contraire le ferme soutien. Le bloc des quatre classes en Chine se concrétisait aux Indes, pour Roy, par « l'alliance démocratique révolutionnaire ». Martynov qui depuis d'innombrables années, et durant trois révolutions consécutives fut le théoricien attitré de l'évolution progressive et graduelle par étapes, avait et a en Roy un disciple des plus purs. Or il se trouve que Roy fut exclu par Staline, comme droitier

et opportuniste. Bien. Mais Staline modifia-t-il sa propre politique? Nullement. Sur ce point, Palme Dutt, « spécialiste » de la question hindoue lui aussi, vient dans les numéros 30-31 de l'*Internationale Communiste* — (éd. française nov.-déc. 1930) — confirmer notre point de vue : rien de changé de l'opportunisme foncier de la politique de Staline en Orient. Martynov continue son apostolat.

Que dit en substance Palme Dutt? De 1920 à 1930 nous assistons à un rassemblement des éléments de lutte dans l'Inde. « *Et la classe ouvrière a peu à peu pris le premier plan dans ce rassemblement* ». Sous la direction de qui? nullement du parti communiste — car : « *Tout d'abord, il n'existe aucun organisme politique organisé; aucune direction de la classe ouvrière révolutionnaire dans l'Inde, c'est-à-dire, qu'il n'existe pas de P. C. C'est là la lacune essentielle* ».

Ainsi donc, nous constatons les méfaits de la politique stalinienne pleinement solidaire de Roy, dans sa politique d'« alliance démocratique révolutionnaire », dans sa politique du « parti de l'indépendance », dans celle des partis ouvriers et paysans. Pas de P.C. alors que la classe ouvrière montrait un sens de classe, autrement conséquent que celui des Martynov. Avoir livré la classe ouvrière à elle-même, c'est avoir abandonné la direction de la lutte à la bourgeoisie, c'est avoir passivement lié la classe ouvrière à son ennemi de classe. En Chine, l'existence du P. C. força la direction stalinienne à livrer le P. C. chinois au Kuomintang et s'y subordonner. Aux Indes, jusqu'à ces derniers temps on simplifia l'opération en se dispensant de créer un parti communiste.

La défaite de la révolution chinoise démontra que le sens de classe de la bourgeoisie, fût-elle d'un pays colonial, prend nettement le dessus, lorsque dans sa lutte inter-impérialiste, c'est son pouvoir qui est en question. La leçon fut assez chèrement payée pour que l'on s'en souvienne. Or que lisons-nous dans l'article de Palme Dutt?

« *Un des aspects essentiels du rôle de la bourgeoisie dans la lutte actuelle, c'est la mauvaise volonté extrême qu'elle a manifesté pour entrer dans la lutte* (« un péril fou ») ».

Ainsi donc, par l'absence d'un P. C. on a livré la classe ouvrière hindoue à la bourgeoisie qui manifeste de la « mauvaise volonté » à être révolutionnaire. Vraiment on aurait espéré de telles stupidités opportunistes bannies d'un parti communiste, et tandis que ceux qui durant des années ont combattu pour un point de vue marxiste de la politique coloniale en Chine, aux Indes, comme dans tout l'Orient se trouvent traités d'opportunistes, se trouvent bannis et exilés, ce sont de telles grossièretés opportunistes qu'on publie dans l'organe du C. E. de l'I. C. ! L'expérience de la Révolution chinoise vient s'ajouter à celle de trois révolutions russes et aujourd'hui, alors qu'il y a un mouvement de masses qui grandit aux Indes, on parle de la « mauvaise volonté » de la bourgeoisie. L'absence de tout P. C. permit à la bourgeoisie indigène de prendre une allure « gauche » et de capter les masses. Mais le passé de ces mêmes Gandhi et Nehru ne permet-il pas de les dénoncer? Après avoir conseillé de « combattre sans conditions et jusqu'à la mort aux

côtés de l'Angleterre », Gandhi personnifia la trahison de toute la bourgeoisie, envers tout mouvement de classe qui met en cause la domination même de la bourgeoisie coloniale; en son nom a été liquidé le mouvement révolutionnaire de 1919 à 1922. Le mouvement de non-violence déclenché par lui, aboutit à l'explosion des masses, lors des incidents de Chauri Chaura, où les agents anglais furent massacrés; de plus les paysans donnant un sens de classe à leur lutte se refusèrent à payer l'impôt et se virent opposer la résolution de Bardoli, que nous avons cité plus haut. « L'année 1922, écrit A. Philip dans *l'Inde Moderne*, marque nettement la cassure entre l'élément populaire qui s'était donné entièrement à la cause nationale et l'élément bourgeois, terrifié, comme l'apprenti sorcier des forces qu'il avait lui-même déclenchées ». C'est là l'opinion d'un homme non suspect de communisme, encore moins de « trotskysme ».

Attend-on un Shangaï, à la manière de Chang-Kai-Chek pour se prouver définitivement la « mauvaise volonté » de la bourgeoisie, — la bourgeoisie fût-elle de « gauche » qui nous démontra déjà en Chine toutes ses capacités à détruire le mouvement révolutionnaire? Sans doute les leçons du Kuomintang de gauche et du gouvernement de Wou-Han, ne furent-elles pas une illustration assez sanglante?

La bourgeoisie et petite bourgeoisie de « gauche » aux Indes seront-elles encore plus sanglantes? après avoir tempéré le mouvement révolutionnaire par la non-violence, en le détournant ainsi de son véritable cours, facilités en cela par la politique de l'I. C.?

Gandhi ne s'est-il pas déjà repenti après les incidents « regrettables » de Churi-Chura en 1922?

Mais, dira-t-on, puisqu'on daigne malgré tout apercevoir la « trahison » bourgeoise, on doit en déduire une stratégie en conséquence. Lisons donc :

« Il faut réaliser un nouveau bloc révolutionnaire de lutte dont le noyau sera constitué par les nationalistes et les paysans et dans lequel les éléments nationalistes révolutionnaires petits-bourgeois trouveront à s'orienter, comme à présent, vers la bourgeoisie nationale. Dans un pareil bloc, la classe ouvrière pourra progresser vers l'hégémonie ».

C'est donner ici un développement bien singulier au vœu platonique de la nécessité de créer un parti communiste. Car dans cette « progression » du prolétariat à travers le « bloc ouvrier-paysan », que devient le P. C. et son indépendance?

Aux Indes la Révolution agraire se heurte non seulement à la domination de la bourgeoisie, mais aussi à des propriétaires fonciers, le tout sous une domination des plus pesantes d'une bureaucratie anglo-hindoue. Pour la bourgeoisie hindoue se libérer de la domination anglaise, ne veut nullement dire détruire sa propre domination, loin de là. Aussi dans un tel pays, où les caractères du servage sont des plus prononcés, seule la classe ouvrière, sous la direction du parti communiste, peut résoudre la révolution sociale

dans un sens progressif pour les masses paysannes et pour la classe ouvrière.

Aussi il ne s'agit nullement de « progresser » vers l'hégémonie mais d'agir nettement pour prendre la direction de la lutte. Poser la question d'un bloc ouvrier-paysan, ce n'est nullement rompre avec la politique passée, au moment même où l'on avoue que la bourgeoisie a de la « mauvaise volonté » (comme si elle a jamais eu de « bonne volonté »), c'est représenter le bloc actuel sous son autre face et continuer la même politique opportuniste des partis « bi-partites » si chers à Roy.

« Plus le prolétariat est jeune, plus ses « liens » de parenté avec la paysannerie sont récents et intimes, plus la proportion de la population qu'elle constitue est grande, et plus la lutte contre toute alchimie politique « bi-partite » acquiert d'importance » (L. Trotsky. — *Critique du Programme de l'I. C.*). Cela est d'une plus grande importance pour l'Inde, où pour environ 4.000.000 d'ouvriers, c'est-à-dire, de mineurs, cheminots, marins, dockers, métallurgistes etc... nous avons une masse de 26 millions d'ouvriers agricoles, qui, augmentés d'artisans ruinés forment une masse de 35 millions! Noyer le P. C. dans ce bloc, c'est continuer la politique passée. En 1908 Lénine écrivait : « On ne peut en aucun cas concevoir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie comme la fusion de classes diverses ou des partis du prolétariat et de la paysannerie. Non seulement une fusion mais tout accord durable serait funeste au parti socialiste de la classe ouvrière et affaiblirait la lutte démocratique révolutionnaire » (cité par Trotsky dans la *Critique du Programme de l'I. C.*).

Vouloir présenter, ainsi que le fait Palme Dutt, le bloc ouvrier-paysan comme un pas en avant de la rupture avec la bourgeoisie, équivaldrait, au contraire, à se précipiter de nouveau dans ses bras. Pour conquérir la paysannerie il ne s'agit nullement de se jeter en plein dans le bras de la petite bourgeoisie. La tâche du prolétariat « ne peut être double » selon le mot de Lénine; ce qu'il faut : « c'est soutenir et pousser les paysans jusqu'à la confiscation de n'importe quelle « propriété » seigneuriale « sacrée » dans la mesure où ces paysans agissent en révolutionnaires démocrates » (Lénine, vol. VII, éd. française).

IV

« Mais pour la masse des ouvriers et des paysans, le renversement de l'impérialisme n'est pas une fin en soi, ce n'est qu'un moyen pour obtenir une plus large libération. Pour la classe paysanne, c'est un lien avec la révolution agraire qui tend à la suppression de la domination féodale et de la propriété. Pour les ouvriers, c'est un degré dans le développement du socialisme, vers la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ».

Cette citation suffit à juger son auteur et la politique qu'il préconise. S'il fallait une nouvelle dénonciation de la récidive opportu-

niste quant à la compréhension du processus et de la dynamique des révolutions nationales, cet extrait de Palme Dutt serait suffisant.

Il est faux, tout d'abord, de séparer de toute lutte de classe la lutte des pays coloniaux contre l'impérialisme. Car la lutte contre ce dernier est conditionnée par la classe qui mène le combat. La chose a d'autant plus d'importance aux Indes. Contrairement à la Chine, qui est un pays semi-colonial, l'Inde est la colonie type. La domination britannique s'incruste dans un système sociale des plus arriérés aux rapports féodaux, de castes et même de servage, et en constitue un des fondements. L'industrialisation de l'Inde est liée au capital financier anglais, près de 72 pour cent des sociétés anonymes sont aux mains britanniques; l'exportation des capitaux anglais est de 15 pour cent aux Indes annuellement. On voit ainsi que la volonté « libératrice » de la bourgeoisie est limitée par ses intérêts propres et sa liaison au capital de la métropole. Dans la mesure où le capital indien participe aux entreprises, il ne peut tirer ses ressources que du capital usuraire, c'est-à-dire de l'exploitation des masses paysannes.

Aussi l'indépendance de l'Inde est intimement liée au mouvement social de l'Inde, en premier lieu à la révolution agraire. Mais cela même ne peut se faire, que sous la direction de la seule classe révolutionnaire : la classe ouvrière. Car le mouvement paysan ne peut rester stagnant dans des « guerres de paysans » mais peut contribuer à donner une solution révolutionnaire à la crise sociale sous la direction de l'unique classe capable d'assumer un pouvoir antagoniste à celui du capitalisme et de la bourgeoisie : la *dictature prolétarienne*. Le potentiel révolutionnaire du prolétariat acquiert d'autant plus de force, qu'il se trouve aux Indes en face d'une industrie centralisée; 3/4 des salariés sont employés dans des entreprises de plus de 400 ouvriers, d'autre part le capital bancaire se trouve ainsi que tout le commerce concentré aux mains de la grande bourgeoisie, ce qui réduit les possibilités, déjà limitées des louvoisements de la petite bourgeoisie. L'unique utilisation positive du mouvement retombe ainsi sur le prolétariat.

Ainsi donc on voit comment le développement de Palme Dutt, est nettement opportuniste, en présentant la lutte contre l'impérialisme comme un moyen plus large de libération, alors que c'est la libération des masses exploitées qui représente la lutte contre l'impérialisme. Ce n'est que la révolution prolétarienne appuyée sur les masses paysannes qui permettra de se libérer de l'impérialisme. La position actuelle de Palme Dutt, et de toute la bureaucratie s'identifie pleinement avec la politique menée en Chine, qui présentait la lutte se développant graduellement. D'abord la lutte en commun avec la bourgeoisie contre l'impérialisme, ensuite une différenciation de classe, au lieu du bloc « anti-impérialiste des quatre classes ». La position n'a en rien varié. La défaite de la révolution chinoise, lourde du sang des prolétaires chinois n'a rien appris à tous ces « spécialistes » de la question coloniale. Ils récidivent. Le

programme rédigé au VI^e congrès par le « bourgeois libéral » Boukharine, reste leur credo intangible, que Safarov nous délaie mensuellement dans le *Bolchévik*, organe théorique du P. C. R.

**

La lutte présente aux Indes est liée tout d'abord, à la constitution du parti communiste, constitution sabotée jusqu'à ces dernières semaines par Staline et ses « spécialistes coloniaux ». Des années ont été perdues à soutenir le marxisme d'opérette de Roy. A ce parti il faut une ligne directrice nette. Un mot d'ordre de mobilisation des masses. Actuellement, la paysannerie qui gronde tend à développer son mouvement et risque de faire explosion. Ce qu'il faut au prolétariat et à son parti, c'est diriger cette lutte et lui donner un sens précis. La révolution développe actuellement aux Indes son étape démocratique, période dans laquelle il ne faut pas permettre à la bourgeoisie comme cela est jusqu'à présent, de prendre pied et pour cela il faut avancer le mot d'ordre conséquent d'*Assemblée Constituante*, qui doit, aux yeux de la paysannerie, concrétiser la prise de possession de la terre, la libération du fardeau des impôts fonciers, et pour la classe ouvrière, l'amélioration de son sort et la réduction de sa journée de travail à huit heures alors qu'elle est présentement de 12 à 15 heures. Mot d'ordre de mobilisation des masses, pour permettre au P. C. et à la classe ouvrière de prendre possession d'eux-mêmes. Mais ce mot d'ordre n'est pas, en aucun cas, un but en soi, car les problèmes ne peuvent nullement trouver leur solution dans un parlementarisme, il reste une question de force entre le prolétariat et la bourgeoisie en dernier lieu. C'est ce que ne veulent nullement comprendre les mencheviks qui siègent au C. E. de l'I. C. Car ainsi que toute l'opposition ne cesse de le répéter, la solution des tâches démocratiques ne peut être assurée indépendamment par la petite bourgeoisie, en premier lieu par la paysannerie mais *uniquement par la dictature du prolétariat*. Car la discussion ne roule pas sur « le rôle décisif de la paysannerie en tant qu'allié, ni sur l'importance capitale de la révolution agraire, mais s'il est possible qu'en Chine il y ait une révolution agraire démocratique indépendante, ou bien que la « nouvelle édition d'une guerre de paysans » mettra en avant la dictature du prolétariat (1) ».

C'est là que git le problème qui se pose aussi aux Indes comme dans tout l'Orient. L'exemple de la Chine nous a démontré que la bourgeoisie est incapable d'assumer les tâches de la révolution nationale. Cette démonstration d'un pays semi-colonial acquiert d'autant plus d'importance pour un pays colonial comme l'Inde.

Substituant le menchévisme à la doctrine marxiste, l'actuelle direction mène le prolétariat à la défaite. Il n'est que temps d'y remédier et pour cela de revenir à Marx, à Lénine, c'est-à-dire à la conception de la *révolution permanente*, autrement dit à celle du

(1) L. Trotsky. — *La Révolution Permanente*, p. 134, (éd. russe).

rôle dirigeant du prolétariat moderne dans la conduite de la révolution jusqu'à l'établissement de son pouvoir. Au delà il n'y a qu'opportunisme et revisionnisme, dans la croyance des plus grossières à la capacité révolutionnaire de la bourgeoisie ou, à défaut, de celle — non moins condamnée par l'histoire de toutes les révolutions — de la petite bourgeoisie à jouer un rôle indépendant, ce qui ne s'est jamais vu.

Le développement de la Révolution hindoue se trouve actuellement au croisé des chemins. *Il n'est que temps* de se ressaisir. Sinon c'est une défaite révolutionnaire qu'on prépare, entraînant une fois de plus l'affaiblissement des positions de la révolution mondiale et de l'I. C. Il n'est que temps d'engager la lutte dans une juste compréhension de l'étape présente, et par la constitution d'un P. C. guidé par la conception marxiste de l'I. C., celle de Marx, Lénine, Trotsky.

JEAN-JACQUES.

P. S. — Depuis que cet article a été écrit, le C. E. de l'I. C. vient de publier un *projet de programme d'action pour le P. C. de l'Inde* (qui est encore à créer). Nous l'examinerons dans le prochain numéro. — J.-J.

LETTRES D'U.R.S.S.

I

Fin Août.

Moscou.

Je vous communique rapidement et brièvement — afin de ne pas perdre l'occasion — des impressions de mon voyage, mes observations et mes rencontres. Je ne vous parlerai nullement des succès. Ils sont patents et s'expriment en chiffres, bien que parfois inexacts. Je ne parlerai que des insuffisances, car on les passe sous silence. En outre, ils accumulent de grands dangers. Le rôle actuel d'un révolutionnaire n'est pas d'emboucher la flûte officielle, mais — allant contre le courant — de dire toute la vérité, non seulement la dire, mais la crier à pleins poumons.

... Le bruit courait de la prochaine fermeture de nombreuses usines importantes de constructions mécaniques, faute de matières premières. Cela me fut confirmé par N. N. qui, ainsi que vous le savez, travaille dans cette partie. La désorganisation des transports était inexprimable.

La situation était très critique dans le bassin du Donetz. Vous l'avez d'ailleurs remarqué dans la *Pravda*. Les mineurs quittaient en masse leur travail. On les appelle maintenant les « volants ». Il n'y a rien d'étonnant dans cette situation. Un de mes amis, technicien, travaillant dans le Donetz, — honnête sans parti, de tout cœur fermement soviétique — m'a dit que la situation était à tel point catastrophique, que si l'on eût pas amélioré la situation matérielle des ouvriers, il aurait été parfaitement inutile de parler des possibilités de réalisation du plan de production. En réalité — selon les dires du même ami — la moitié des mineurs reçoivent un salaire moyen de 50 roubles par mois...

Les coopératives n'offrent, évidemment, rien, et les prix des marchandises que l'on peut trouver sur le marché libre, sont des plus élevés.

Une situation semblable à celle du Donetz, se remarquait dans d'autres centres. Dans ces conditions, parler « d'enthousiasme de la production » est, pour parler poliment, exagéré. Lorsqu'on entretient les mineurs de l'augmentation de la production, — me disait le technicien — ils vous répondent unanimement, qu'il faut tout d'abord, les nourrir. Les conférences sur la production et les réunions des syndicats ne sont nullement suivies.

La situation n'est nullement meilleure dans l'industrie textile. J'ignore si vous savez que cet été les fabriques de papier furent fermées durant deux mois pour la même raison : manque de matière première ? Une fois de plus nous est clairement démontré l'aventurisme de la direction, qui institua la semaine ininterrompue et le travail en trois équipes sans calculer les matières premières. Comme de juste, la responsabilité fut rejetée sur les exécutants. J'imagine fort bien le sort de ces exécutants si, durant la période de semaine ininterrompue, ils avaient osé déclarer qu'ils manquaient de matières premières. Nous avons une

situation semblable dans l'industrie des cuirs et peaux et du tabac. Jusqu'à ces derniers temps, il était formellement impossible d'acheter, dans les coopératives, la moindre cigarette ou pincée de tabac. Les petits colporteurs disparurent complètement. Les cigarettes de la régie ne se vendaient que dans les usines et institutions. Quant au marché libre, les cigarettes s'y vendaient à des prix fantastiques.

Il y avait des queues à tous les magasins, pour la viande (les femmes attendaient aux portes des coopératives de 8-9 heures du soir jusqu'au lendemain matin) de même pour des biscuits, caramels, jusqu'à pour... réparer des souliers. Quant aux autres produits, le problème des « queues » était fort simplement résolu, par l'absence même de ces produits.

Les manufactures de fil, de papier, de soie n'existaient même pas sur le marché libre. Les coopératives manquaient totalement de souliers. On commence à en répartir parmi les ouvriers des usines, mais en quantité nettement insuffisante. Sur le marché les souliers sont à des prix incroyables de 70 roubles au minimum, à 200 au maximum.

La crise de la petite monnaie a pris des proportions catastrophiques. Il est impossible de faire de la monnaie. Il faut voir comme cela soulève des incidents! Les gens achètent des choses parfaitement inutiles afin de pouvoir faire un paiement d'un rouble ou trois. Dans les derniers temps, le rouble papier fit aussi défaut. L'excitation était extrême. Au sommet on fermait les yeux sur les causes élémentaires de cette situation connue, créée par l'inflation...

La campagne pour l'emprunt « du plan quinquennal en quatre ans » s'effectuait avec de grosses difficultés. Dans beaucoup d'usines, notamment textiles, il était très difficile d'organiser des réunions au profit de l'emprunt. En certains endroits on profitait des arrêts du repas, mais les ouvriers ne voulaient rien entendre. En général, les ouvriers du textile sont des plus mécontents : tant pour les salaires qui sont bas à l'extrême, que pour l'intensification du travail. Une camarade, bonne ouvrière du textile, membre du parti, me disait, que les communistes de l'usine où elle travaille (il s'agit d'une des fabriques du Moscovcheï) ne pouvaient plus faire leurs propositions dans les réunions d'usine, et que, lorsqu'il fallait proposer quoi que ce soit, on cherchait des sans parti, ou une ouvrière, car ils étaient mieux écoutés.

Des ouvriers que j'ai eu l'occasion d'interroger sur le manque de produits, me dirent qu'ils considéraient la situation actuelle comme pire que celle de 1919. Ce point de vue m'étonna énormément. A mes doutes ils répondirent qu'à cette époque on garantissait le « païok », qui, aujourd'hui, n'existe pas. Ils disaient aussi que personnellement, ils se nourrissaient plus ou moins tolérablement dans les cantines de l'usine, mais que cela ne résoud nullement le problème de nourrir la famille. En outre, on ne mange, dans les usines, qu'une fois par jour, or, comme il faut se nourrir au moins trois fois par jour, il reste deux repas pour lesquels on ne trouve rien ou presque.

Quelques ouvriers, avec lesquels je m'entretins, me rapportèrent quelques faits très intéressants au sujet des « brigades de choc ». Dans ces fameuses brigades, ce ne sont pas, et de loin, les meilleurs ouvriers qui sont groupés. Dans chaque usine on cherche à créer des groupes d'ouvriers privilégiés avec un salaire plus élevé que les autres, ayant quelque aspect d'une aristocratie, sur lesquels la bureaucratie centrisme peut s'appuyer. Les meilleurs ouvriers, véritablement capables d'enthousiasme pour la production, doivent souvent rester

les bras croisés, car on donne avant tout la matière première à ces brigades. Cela donne naissance à un antagonisme intérieur à l'usine, et les brigades de choc deviennent souvent l'objet d'animosité de la part des ouvriers.

L'été dernier, il y eut la grève des dockers d'Odessa. On envoya les Jeunesses remplacer les grévistes. Ils furent châtiés par les ouvriers, qui, en même temps, les insultaient et les appelaient briseurs de grève, etc...

Par suite du manque de produits il y eut des désordres sérieux à Novorossisk. Il y eut des manifestations de femmes dans les rues. On jeta des pierres sur l'édifice du Soviet local.

Je veux de même vous faire part des impressions d'un camarade qui revient de Sibérie, où il fut en mission du parti, au début d'avril, et jusqu'à la fin de juillet. Il faut vous dire qu'il s'agit d'un camarade que je connais comme un 100 pour cent, qui ne se risqua jamais à faire la moindre critique, et qui, de plus, n'a aucune sympathie pour nous. Il ne fut nullement droitier. Lorsque je l'ai rencontré, j'hésitais quelques instants à le saluer, car je supposais qu'il ne voudrait pas courir le risque de converser avec moi. A mon grand étonnement, c'est lui-même qui vient à ma rencontre. Voici, à peu près, notre dialogue :

— Comment va ? — lui demandais-je — vous avez mauvaise mine et l'air fatigué ?

— Comment donc ! Vous auriez une aussi mauvaise mine, si, comme moi, vous étiez resté quelques mois à la campagne... Je vous dirai crûment : si la bourgeoisie nous envoyait en qualité d'ennemi, elle n'agirait pas mieux que ne le fait Staline. On peut penser qu'on se trouve en présence d'une provocation colossale...

Et il commença à me raconter tous les hauts faits de la fameuse période où la « tête tournait ». Je ne le reproduirai pas, car le tableau est identique partout... Staline a soulevé contre le parti non seulement le paysan moyen, mais le paysan pauvre, communiste, ancien partisan, etc...

Le même camarade me dit en passant, qu'il ne put trouver une seule livre de beurre durant le séjour qu'il fit, traversant toute la Sibérie.

A la fin de juillet je conversai avec un ouvrier ukrainien, qui passa ses vacances chez lui, à la campagne. C'est un membre du parti depuis 1918, ayant participé à la guerre civile, un excellent camarade, ayant quelques sympathies pour nous. Son village se trouve près de B**. Dans les kolkhoz pénétrèrent les plus mauvais éléments de la campagne, les moins conscients... Dans les kolkhoz qui lui sont connus il n'y a pas la moindre discipline du travail ; de plus, la crise des produits. Pour calmer les membres des kolkhoz on ne leur distribua de la farine en quantité suffisante que pour deux ou trois jours. Le convoi de blé pour les ouvriers de Kiev fut assailli par un groupe de kolkhoz.

Tous les camarades ayant séjourné à la campagne, constatent l'accroissement d'un grand mécontentement, mais en même temps affirment catégoriquement que les paysans restent soviétiques, profondément attachés au régime. Il est curieux de voir que, dans beaucoup d'endroits, particulièrement en Ukraine, les paysans, dans les moments les plus critiques, n'avaient aucune malveillance vis-à-vis des représentants locaux du parti. Ils les considèrent comme les victimes de la politique du sommet. Il faut penser, évidemment, que les membres du parti font eux-mêmes tout leur possible pour n'apparaître que comme les exécutants des ordres du C. C. L'actuelle situation est, vous le comprenez fort bien, grosse de périls.

Tous ceux qui ont été à la campagne, constatent un grand progrès dans la conscience des paysans. Les paysans parlent d'une voix plus ferme. Ils voient plus clairement qu'auparavant. « Nous, me disait un paysan, voyons clairement que le kolkhoz est mieux, mais nous voulons des kolkhoz pour nous, et non sur les ordres d'en haut ». Cela est significatif.

Fin Septembre.

Ces derniers temps, en quelques endroits, l'antagonisme entre les ouvriers russes et étrangers a pris un caractère aigu. Ces derniers, ainsi que vous le savez, jouissent de conditions meilleures, et reçoivent notamment, une ration spéciale, pour les assurer d'un minimum de niveau de vie, que les coopératives ne peuvent donner aux ouvriers russes.

Malgré cela, les ouvriers étrangers sont, eux aussi, loin d'être satisfaits. Bien que leur situation dépasse de loin celle des ouvriers russes cela est néanmoins fort éloigné de la situation que leur décrivait la presse communiste, pour laquelle l'URSS était un pays au socialisme réalisé à 90 pour cent. Ces exagérations grossières et officielles donnent lieu à une réaction inévitable. Mécontentement qui, comme toujours, contribue en mal, non en bien.

On parle avec insistance de la rupture inévitable de Staline et... Molotov. On rapporte que Staline rejeta sur ce dernier toute la responsabilité des « tourments » de la politique du parti à la campagne, et que, malgré sa volonté, Molotov se voit contraint de passer dans « l'opposition ». Ce sera un spectacle digne des dieux. Le fait est en tout cas, que dans le présidium honoraire Molotov ne figure plus à la deuxième, mais bien à la troisième ou quatrième place; les professeurs rouges ont complètement cessé de citer Molotov, par contre, on commence à citer les œuvres complètes de Kaganovitch.

Novembre.

En liaison avec les comptables en « partie double » Syrtzov, Lominadzé et autres, il y a dans l'appareil de grandes complications inextricables. Les familiers d'Ordjonikidzé rapportent que les « parties doubles » exercent leur pression sur lui, se plaignent qu'on ne peut se fier à personne, même pas aux amis et collaborateurs et font preuve d'être sans secours.

Staline croyait jusqu'à la dernière minute en Syrtzov, et le soutenait. Lominadzé et Stein (?) ont édité au Caucase un appel. On les a appelé à Moscou. Pendant leurs pourparlers avec Staline ils déclarèrent que ce fut une « faute » de leur part. (La pénitence est à bas prix). Mais immédiatement après ils tinrent une réunion chez Syrtzov. Pendant les perquisitions chez Syrtzov on trouva les procès-verbaux des réunions, grâce auxquels on découvrit le bloc. Syrtzov semble être « gardé à vue » à son domicile. On rapporte aussi que Zinoviev, se démène dans l'opposition, après qu'on ne lui eût pas donné la parole au congrès pour une pénitence des plus sincères et même définitive.

... En exil, en prison, en déportation etc... se trouvent actuellement **SEPT MILLE BOLCHEVIKS-LENINISTES** (oppositionnels de gauche). Leur nombre grandit, car les arrestations et déportations continuent.

En même temps la presse soviétique répète journellement, qu'il y a une activité des « trotskystes », de ces menus morceaux et débris sans doute.

Dans les usines, à chaque secousse, il se découvre des « trotskystes », des

« semi-trotskystes » qui exigent de meilleurs liaisons et un travail plus systématique. Ils ont parfaitement raison. L'opposition ne se libérera des programmes organisatoires ininterrompus que sur la base des cellules d'usine, ne serait-ce que de deux ou trois ouvriers.

Personne ne croit aux calomnies officielles contre l'opposition. Tous savent que ce n'est que mensonge. Mais les uns pensent que c'est « utile » et les autres pensent que c'est sordide. Voilà la différence.

N. N.

II

Sur quelques grands problèmes et perspectives

N..... 16 octobre 1930.

Comme je suis, par la volonté des choses, démobilisé, alors que l'occasion se présente de communiquer avec vous, je veux d'autant plus consacrer cette lettre à quelques problèmes fondamentaux. Votre dernière lettre nous a tout à fait satisfaits, car elle concordait en tous points avec notre propre marche des idées. Au fond, nous avons tiré profit dans ce retard de la réception de certaines lettres. Cela permettait de vérifier nos propres pensées et les positions prises, déduites par nous, en toute indépendance. Et nous avions une satisfaction illimitée de voir qu'à N. ainsi qu'aux îles des Princes, non seulement on pense identiquement à nous, mais que même on n'y juge jamais autrement les nouvelles tendances de la vie. Cela nous démontre la netteté de ces fils d'idée qui nous unissent à travers la distance, en même temps que la vitalité de notre base idéologique.

Particulièrement, en ce qui concerne le sujet dont s'occupe votre dernière lettre. Je suppose que la variante du « bonapartisme » qui fut mise en avant, comme une *possibilité*, par vous, dans votre lettre du 21 octobre 1928 se trouve des plus probables : la contre-révolution tend à sauter directement, — en cas de victoire — au bonapartisme à travers thermidor, qui, selon toute vraisemblance, n'est plus possible chez nous, *en tant qu'étape particulière*. Ce danger de bonapartisme croît avec le régime dominant, et il trouvera un conducteur, vraisemblablement, dans une nouvelle couche de la bureaucratie, qui est actuellement l'une des parties constitutives de la fraction centriste. Car, la défaite de la fraction de droite en 1928-1929 s'avérera, non comme la défaite d'un groupe de personnalités, mais de toute une couche de la bureaucratie *soviétique* (civile), se démontrant incapable, dans les circonstances de ces dernières années, d'unifier et centraliser les efforts de la petite bourgeoisie pour

accomplir thermidor. Cette couche devra chercher et trouver d'autres guides et « messagers » ne serait-ce que l'élément purement oustrialoviste, qui a promis de se taire tant que Boukharine parlerait. Puisque ce dernier s'est tu, doivent-ils alors parler? Le mouvement de l'hiver 1930 contenait des indices et indications des possibilités d'un tel développement. Le mouvement s'éleva par-dessus la tête des droites et fut, déjà, dirigé contre tout le parti. Mais c'est justement, la ruine de ce mouvement, et la situation existante dans le parti et le pays, qui nous poussent à penser que ce mouvement s'exprimera au travers du prochain émiettement de la fraction détentrice du pouvoir en faisant surgir une aile bonapartiste (avant tout une des parties de l'appareil militaire, répressif de la fraction et de l'appareil centriste) qui puisse unifier la volonté actuelle, plus forte qu'en 1928-30, du mouvement de la moyenne bourgeoisie.

Il m'apparaît comme de toute nécessité de souligner les derniers événements, avant tout comme une des racines de la base de classe du bonapartisme. Il me semble que nous n'avons pas suffisamment compris le sens des changements sociaux qui se sont produits à la campagne, ces deux dernières années, de même que dans les relations avec la campagne.

Avant tout, le village se présente, *de nouveau*, à nous, comme *paysannerie moyenne*. Je n'ai pas, présentement, la possibilité de citer les sources, mais si vous lisez le journal *Sur le front agraire* alors vous y trouverez les matériaux confirmant ce que j'avance. Si par ces données on ne peut confirmer l'élévation du paysan pauvre jusqu'au nivellement moyen (bien que ces données témoignent un faible pourcentage : 1-2 pour cent des paysans pauvres qui sont entrés dans les kolkhoz), par contre, en ce qui concerne l'abaissement du koulak au niveau du paysan moyen, ils sont pleinement concordants. Car c'est pour cela que le koulak est entré dans les kolkhoz, afin d'éviter d'être coupé des masses de la paysannerie moyenne, danger qui le menaçait. Cette manœuvre lui a pleinement réussi. Molotov expliquait (au plénum de novembre du C. C. de 1929) les succès de la collectivisation dans les régions économiques riches (Caucase du Sud, la Basse Volga) accomplis déjà par les cosaques sous le tzarisme, par leur propre expérience commune. Mais après, le koulak fut contraint, malgré tout, de se dékoulakiser, ou le fut. Le niveau même du village diminua (vous n'ignorez pas évidemment, la diminution de la moitié du bétail par la destruction, etc., etc...).

A quoi cela conduit-il politiquement? Le camarade P. formula, récemment, une pensée assez juste à mon sens, en disant que *la révolution remporta la victoire en s'appuyant sur les basses couches sociales de la campagne différenciées et subit une défaite de la paysannerie moyenne*. Si l'on ne peut accepter cela pour une des lois de la révolution, néanmoins cela me semble juste pour le moment présent, qui se caractérise par l'accroissement des contradictions entre les koulaks et la paysannerie moyenne.

En 1928-29, le but pratique des mesures administratives fut

de combler le déficit de 100-200 millions de pouds de blé. Par la répartition d'abord parmi les différentes couches du village, cela permettait de diriger les coups principaux contre le koulak.

La situation a changé. Actuellement il n'y a aucune possibilité, même pour la forme, de décréter le « tournant » de réquisition du pain chez les paysans moyens. Tout le stockage du blé, est depuis son début réalisé par des mesures forcées dont tout le poids retombe sur le paysan moyen, au moment même où, selon l'estimation de l'appareil, il a définitivement mis le cap vers le socialisme. La disette des marchandises a atteint une forme telle que, quant à moi, coupé du monde des « habitants » depuis un an, et passant à une « pourriture naturelle » il *me fut difficile de me le représenter* (à en croire les théoriciens « monétaires » de la période de transition en particulier Gatovsky, c'est un signe décisif de la socialisation!).

Parmi les causes générales et la poursuite de prix de la collectivisation, la balance du commerce intérieur des deux dernières années n'a pas peu influé. La bourgeoisie mondiale hurle et avec une frayeur de commande crie au « dumping soviétique ». En réalité s'il est des intérêts à qui l'actuelle exportation est nuisible, c'est bien aux intérêts vitaux de l'économie sociale des masses travailleuses de l'URSS, au profit des groupes particuliers de la bourgeoisie étrangère. Il est connu depuis fort longtemps que du point de vue purement commercial, notre exportation est défectueuse. Il n'est pas utile de démontrer de même que cette défectuosité croît catastrophiquement. Il suffit d'examiner dans le dernier numéro de la *Revue économique* (n° 3 de 1930) l'article consacré à l'analyse du commerce extérieur de ces trois dernières années et les premiers mois de l'année courante. Il est démontré dans cet article que notre exportation diminue brutalement en ce qui concerne les produits dont les prix montent sur le marché mondial, par contre il y a exportation d'autant plus croissante des produits dont les prix tombent dans des proportions telles que l'exportation croissante ne s'accompagne nullement d'un *accroissement de la capacité libératoire du tchervonetz*, car il est dans des proportions moindres que l'exportation. Il est superflu de dire combien, dans l'actuel état de l'augmentation des prix à l'intérieur du pays, cela rend plus difficile la répétition de ces cycles de tournants et met dans une situation vacillante les relations commerciales de l'intérieur.

Cela est d'autant plus critique, si on examine les faits non du point de vue commercial, mais du point de vue de l'économie sociale. Notre exportation se base en grande partie sur les matières premières industrielles et agricoles. Nous exportons en grande partie du bois, alors que cette année on ne peut stocker une quantité suffisante de bois pour les constructions; la production du charbon a baissé dans de telles proportions ces derniers mois, qu'il a fallu mobiliser pour le travail de choc : Molotov; le pétrole, dont la production s'est aussi incurvée dans la ligne de chute; le lin, les cuirs, le chanvre de même; alors que toute l'industrie textile et des cuirs et peaux travaille toute cette année courante, non à plein (à moitié moins) par manque de matières premières. Cette base

défectueuse des matières premières pour l'industrie que crée cette exportation de pillage s'accompagne d'une importation semblable : *La part de l'importation des machines est double, dans le plan de cette année, pour une diminution de moitié de l'importation des matières premières pour l'industrie.*

Le résultat en est une situation critique : une course défectueuse pour la construction de nouvelles centrales alors que les anciennes entreprises qui viennent d'être construites ne sont pas approvisionnées et n'ont pas de travail en train. L'industrie textile fut une des premières à passer à la semaine ininterrompue de travail, alors que cette année, d'après l'affirmation de Kalinine, la semaine ininterrompue ne fut pas appliquée *seulement 10 jours*. Le prochain amoindrissement de la qualité dont le record fut celui de l'usine du « Triangle Rouge » qui travaille principalement avec des matières premières importées. L'accroissement de l'amortissement des anciennes entreprises par la voie de la semaine ininterrompue et l'augmentation du changement du matériel au-dessus du coefficient d'avant-guerre — par suite de la non atteinte de ce rythme d'amortissement — le rythme de construction et d'intégration de nouvelles forces — se complète par un amortissement non productif et de temps superflu. *La famine des marchandises s'aiguise aux deux pôles avec toutes ses conséquences pour l'économie et les masses travailleuses.*

Telle est la vérification concluante de la construction du socialisme dans des délais raccourcis et dans les frontières d'un seul pays auquel on subordonne les problèmes de l'industrie et du commerce intérieur.

Une crise très profonde s'est déjà fait jour dans l'industrie. La raison en est l'usure du vieux matériel; on n'arrive pas à en construire de neuf en un délai assez court, comme l'a démontré merveilleusement bien dans un de ses articles le camarade L.

Mais la raison principale reste la non subordination de la politique d'industrialisation aux intérêts profonds des classes : le paysan ne donne pas son blé, l'ouvrier fuit la production. C'est pourquoi s'arrêtent et ne travaillent pas à plein rendement une partie de l'industrie textile de transformation et que tombe l'extraction de la houille parallèlement à la mécanisation dans le Donetz. Mais la crise ne s'est pas encore développée dans toute sa profondeur. Nous n'en sommes qu'au début. L'institution d'un « trimestre nouveau » apparaît vraiment comme ayant une importance primordiale : *il doit définir les voies de la politique future.*

En attendant ces voies restent semblables aux précédentes. C'est pourquoi l'on accomplit un profond recul en arrière : mais ce recul amènera-t-il un abaissement de l'énergie politique des masses? C'est là qu'est la cheville de toute la situation. Mais je ne pense pas que ce soit là l'aboutissement de la crise qui débute. *L'ouvrier a déjà senti et sait qu'il est nécessaire, et qu'on a un grand besoin de la force ouvrière.* Le chômage de la main-d'œuvre qualifiée enrayé, cela éclaircit les insuffisances et les autres forces du travail. D'une ruée violente dans le tourbillon de la vague des machines, il est

passé pour l'instant, à une défensive passive, mais aussi à une méthode de lutte plus « économique » pour l'amélioration des conditions de travail : il change le lieu du travail pour utiliser des conjonctures plus avantageuses sur le marché du travail.

La bureaucratie y répond par le renforcement de l'attache des ouvriers et employés aux entreprises. L'adresse du C.C. du 3 septembre est un véritable manifeste d'Hoover pour le prolétariat soviétique, codifiant ces tendances économiques de la bureaucratie. Mais cela réveillera les ouvriers et leur apprendra à lutter pour de meilleures conditions de travail, sans quitter les entreprises.

Toute la situation prépare un renouveau de mouvement des masses ; il est néanmoins difficile de dire jusqu'à quel point il est large et profond. Mais, en tout cas, cela aiguillonnera un nouveau regroupement à l'intérieur du parti. L'accroissement du mécontentement du paysan moyen sera une poussée vers la formation d'une aile bonapartiste au sein de la fraction dominante ; la lutte des ouvriers amènera un accroissement des tendances réactionnaires de la bureaucratie « économique » qui de toutes les couches de la bureaucratie soviétique se distinguait par plus de gauchisme lorsque la bureaucratie se mesurait par ses rythmes d'accumulation et d'assignation dans l'industrie.

Mais il se formera et il se cristallisera une véritable aile gauche du parti, au lieu et place de l'actuel agglomérat, qui fait choix de quelques extraits et citations de la plate-forme de l'opposition qu'il adapte au mieux des nécessités et exigences de la dictature centrée entre les classes qui prépare les conditions d'une base véritable de classe bonapartiste.

La crise du parti peut devancer la crise du pays, qui est déjà commencée. Les deux crises sont simultanées et meneront à une nouvelle scission du parti, dans le processus de laquelle nous ferons la jonction avec la véritable aile gauche du parti.

Personne ne peut savoir si cette jonction se fera au pouvoir ou dans l'opposition, sur l'arène d'une lutte large ou souterraine. Mais toute notre tactique pour le futur doit être subordonnée à la nécessité qu'il y a d'opérer notre jonction avec l'aile prolétarienne du parti, dans le processus actuel de la lutte contre la nouvelle vague de la contre-révolution bonapartiste de la moyenne bourgeoisie, qui est la relève de la vague coincée mais non battue du soulèvement thermidorien de 1928-29.

Nous devons pouvoir convaincre le parti de la réalité du danger bonapartiste actuel, qui croît avec le régime actuel, de la même façon que nous avons su en 1928-29 le convaincre des dangers thermidoriens croissants de la politique économique d'alors.

Je suis contraint de terminer sur ce point.

Votre K.

LES LIVRES

Perspectives socialistes par Marcel Déat (Ed. Valois).

Dans ce livre au titre prometteur, M. Marcel Déat s'est contenté d'apporter un éclatant témoignage à l'accusation que nous portons chaque jour contre le rôle de trahison de la social-démocratie. Contrairement à ses collègues en réformisme qui éprouvent parfois le besoin de masquer leurs turpitudes sous le manteau défraîchi de la « doctrine traditionnelle et glorieuse » du vieux parti socialiste, Marcel Déat, par un mélange complexe de franchise, de cynisme et de naïveté repousse du pied non seulement le marxisme révolutionnaire (cela va de soi) mais même le « guesdisme » ramolli de la gauche socialiste. M. Déat assigne au parti socialiste le même but que nous lui assignons : le soutien et le sauvetage de la bourgeoisie. M. Déat se détourne avec horreur de la prise du pouvoir, de la dictature du prolétariat et de la socialisation des grandes entreprises à l'image de la Révolution russe. Il n'y voit que ruine et misère pour le plus grand nombre. Seuls, d'après lui, des gens affolés de douleur et de faim peuvent en venir à des conclusions aussi chimériques et sanglantes ! Pour M. Déat une telle révolution est inévitable si le capitalisme sentant venir sa fin déclenche une catastrophe, et la Révolution prolétarienne ne peut, d'après lui, que généraliser la catastrophe et achever la destruction de la civilisation. Aussi M. Déat tient-il, suivant son expression, à « avertir » le capitalisme des maux épouvantables qui le guettent s'il n'est pas raisonnable, c'est-à-dire en un mot s'il repousse du pied les offres de service de la social-démocratie. Tel est le chantage de M. Déat. D'un côté, il se tourne vers la population, ouvriers, paysans, intellectuels, petits industriels et commerçants, tout ce qu'il appelle « l'anticapitalisme » et leur promet de modérer la spéculation et de remettre de « l'ordre » ! De l'autre, il s'adresse aux capitalistes et leur tient à peu près ce langage : « M.M. les capitalistes, vous ne savez pas y faire ». Vous avez créé des choses merveilleuses, mais, vraiment, vous êtes trop brutaux, vous manquez de « perspectives ». Votre désir de profit immédiat vous transforme en une bande d'aveugles qui se cherchent à tâtons et en viennent à casser l'assiette du voisin. Si ça continue comme cela, une catastrophe est inévitable. Pour *votre intérêt* et pour celui de la population acceptez nous, socialistes, comme tuteurs et bonnes d'enfants. Nous aurons une part de contrôle, mais en revanche les ouvriers ne feront plus grève. Vous conserverez la majeure partie de vos profits, mais nous vous recommanderons d'en détourner une petite part que vous nous

confiez pour l'assistance et la prévoyance sociale. Si Paris vaut bien une messe, la paix sociale vaut bien pour vous qu'on limite votre ardeur spéculative.» Et ainsi la civilisation sera sauvée, le loup capitaliste sera devenu un chien bien élevé, et tout le monde sera heureux. Telles sont les « perspectives socialistes » de M. Déat. Pour nous, communistes, qui savons que les pipeaux socialistes ne feront jamais changer de nature la bête capitaliste et qu'il n'y a pas de compromis possible entre deux classes antagonistes qui luttent pour le pouvoir, il n'est pas difficile de deviner le sens de l'offre de service de la social-démocratie à la bourgeoisie. Les seules « perspectives » qu'elle puisse raisonnablement envisager pour sauver la « civilisation », ce sont les balles qui, il y a douze ans, en ce même mois de Janvier couchèrent, dans les rues de Berlin, Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg et de milliers de prolétaires révolutionnaires d'Allemagne.

P. S.

Le Gérant : P. NAVILLE.

Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, 32, Paris (20)



TOUS LES COMMUNISTES DOIVENT LIRE

LES OUVRAGES DE LEON TROTSKY

Nouvelle Etape	5.—
1905	25.—
Europe et Amérique	6.—
Où va l'Angleterre?	8.50
Cours nouveau	4.—
Lénine	12.—
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?	3.50
La défense de l'U. R. S. S. et l'Opposition	3.—
La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste	3.—
La Révolution défigurée	15.—
Ma Vie, 3 vol. à	16.50
L'Internationale Communiste après Lénine	20.—
<i>En vente à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre et Meuse. — Paris X^e.</i>	

LISTE DES LIBRAIRIES DANS LESQUELLES LA LUTTE DE CLASSES EST EN VENTE, EN PLUS DES PRINCIPAUX KIOSQUES DE PARIS.

PARIS :

La Vérité, 45, Boulevard de la Villette, 10^e.
Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, 10^e.
Librairie Picart, 59, Boulevard St-Michel, 5^e.
La Lumière, 69, Boulevard St-Germain, 5^e.
Au Commerce des Idées, 26, Boulevard St-Michel, 5^e.
Librairie Matérialiste, 47, rue Monsieur-le-Prince, 5^e.

LYON :

Kiosque journaux pl. du Pont, Cours de la Liberté, quartier 87.

BELGIQUE :

L'Eglantine, 20, rue de Lengientier, Bruxelles.
Cosmopolis, 72, rue de la Montagne, Bruxelles.
Henriquez, 41, rue de Loxum, Bruxelles.
Editions réalistes, 17, Montagne de la Cour, Bruxelles.

**Nous mettons en vente des
collections complètes
DE L'ANNEE 1930 DE
« LA LUTTE DE CLASSES »
(numéro 17 à 26)**

**Plus de 750 pages, comprenant des articles, études,
etc... de Lénine, L. Trotsky, A. Nin,
Rosmer, Sosnovsky, Dingelstedt,
Rakovsky, Shachtman, Landau,
Lacroix, Sizoff, Ariat, Blasco,
Graef, etc...**

Nous vendons ces collections au prix de ... 30 fr.

**Adressez-vous à « La Lutte de Classes »,
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e.**

**Le renouvellement régulier des abonnements est
indispensable à la bonne marche de la revue. Nous
demandons à tous nos abonnés de nous envoyer
leur renouvellement dès qu'ils sont avisés par
l'administration.**

*Lisez tous les **Vendredis***

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

c'est le journal hebdomadaire des Communistes

45, Boulevard de la Villette

Paris X^e.

Le numéro : 0 fr. 50.

Abonnements : 6 mois 13 fr.

: 1^{er} an 25 fr.

Chèque postal :

P. Franck 136.855 - Paris.

En vente dans tous les kiosques

Бюллетень Оппозиции

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)

Bulletin de l'Opposition (bolchéviks-léninistes)

(entièrement en langue russe.)

Vient de paraître le N° 17-18.

Pour les abonnements et la vente, adresser la correspondance à Meichler, 6, rue de Milan. Paris.